



## ÉTUDES DU CEFRES N° 15

À partir de l'Europe centrale,  
analyser un monde qui change

Colloque organisé à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du  
Centre français de recherche en sciences sociales



CEFRES - USR 3138 MAEE CNRS - [www.cefres.cz](http://www.cefres.cz)





*À partir de l'Europe centrale,  
analyser un monde qui change*

Textes issus du colloque organisé à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du  
Centre français de recherche en sciences sociales

7 et 8 novembre 2011,  
au CEFRES, à Prague

Les analyses développées dans les *Études du CEFRES* engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

© CEFRES 2012

## **TABLE DES MATIÈRES**

<i>Ouverture</i> -----	5
<i>Panel 1 – La recherche dans un monde en mouvement</i> -----	7
Jiří Drahoš (président de l'Académie des sciences de la Rép. tchèque)	
Václav Hampl (recteur de l'Université Charles de Prague)	
Petr Fiala (ministre de l'Éducation de la Rép. tchèque)	
<i>Panel 2 – Entre échanges scientifiques et interface : la place du CEFRES</i>	14
Pierre Grémion (Centre national de la recherche scientifique)	
Marie-Elizabeth Ducreux (CNRS / EHESS)	
Luďa Klusáková (Université Charles de Prague)	
<i>Panel 3 – Penser les mutations internationales</i> -----	29
Antoine Marès (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne)	
Lukáš Macek (Sciences Po, Dijon)	
<i>Panel 4 – De la transition à la régulation, économie et société</i> -----	33
Jan Keller (Université d'Ostrava)	
<i>Panel 5 – Penser la violence</i> -----	37
Anne Gléonec (CEFRES)	
Éloïse Adde (CEFRES)	
Sébastien Durrmeyer (Université Charles de Prague / Université Paris Ouest Nanterre)	
<i>Panel 6 – Culture et politique</i> -----	49
Jiří Hnilica (Université Charles de Prague)	
Matěj Spurný (Université Charles de Prague)	
Kateřina Piorecká (Institut pour la littérature tchèque de l'Académie des sciences de la République tchèque)	



## *Ouverture*

Créé en 1990, au lendemain de la chute des régimes communistes en Europe, et ouvert en 1991 dans les locaux du cloître Emmaüs, puis relogé à l'automne 2010 dans l'immeuble de la rue Štěpanská 35, le CEFRES est l'un des 26 centres de recherche du réseau des Instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) pilotés par le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) et le CNRS (Centre national de la recherche scientifique). Il a pour principale mission le développement de recherches croisées entre la France, la République tchèque et l'Europe centrale. Comme tous les centres du même type, il assume des missions multiples de recherche, de formation à la recherche, d'interface et de coopération. Grâce à son insertion dans les milieux académiques locaux et à la diversité des chercheurs qu'il accueille, il constitue un lieu privilégié d'échanges entre disciplines et contribue également à l'animation de débats publics qui mettent en valeur l'expertise académique sur des questions d'actualité.

Lié au CNRS depuis ses débuts par une convention, le CEFRES est devenu une Unité mixte de recherche et de service du CNRS en 2007. Ses activités de recherches dépendent de l'identité disciplinaire des chercheurs et des post-doctorants qu'il accueille, tout en s'inscrivant dans des axes qui construisent une cohérence thématique au fil des directions successives et au-delà de l'alternance des chercheurs présents. Les échanges et les programmes scientifiques ont toujours été conçus en coopération intense avec des partenaires locaux, dans une volonté de dialogue avec les institutions tchécoslovaques, puis tchèques et avec des réseaux de chercheurs centre-européens. Au cours des vingt ans écoulés, les conditions de son action ont nécessairement évolué. D'une part, à cause de l'existence aujourd'hui en France de nouveaux milieux de chercheurs spécialistes de l'Europe centrale, que le centre a souvent contribué à faire émerger et qui sont devenus des partenaires importants de son action ; d'autre part par l'existence de nouveaux outils de coopération qui transforment également les modalités des échanges, en les inscrivant de plus en plus dans des réseaux transdisciplinaires et internationaux.

À l'occasion de son vingtième anniversaire, le CEFRES a invité des chercheurs et des responsables de la recherche et de la coopération internationale à participer à huit tables rondes. Il s'agira d'abord de réfléchir aux transformations du contexte dans lequel s'inscrit dorénavant le développement de la recherche, et aux défis que doivent relever les chercheurs et leurs réseaux ici, en France, et en Europe centrale depuis l'élargissement européen. Lors d'une seconde journée, nous entendrons la génération des jeunes chercheurs formés partiellement par les institutions comme le CEFRES qui encadreront des tables rondes interdisciplinaires sur des thèmes d'actualité.





## *Panel 1 – La recherche dans un monde en mouvement*

### **Allocution de Jiří Drahoš, président de l'Académie des sciences de la République tchèque**

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier les organisateurs de cette conférence pour leur invitation et de leur présenter tous mes vœux à l'occasion de cet anniversaire. Le thème de notre panel est donc « La recherche dans un monde en mouvement ».

Il n'y a pas si longtemps de cela, il était d'usage, le 7 novembre, de célébrer la Révolution d'octobre. C'était au temps où régnait une division bipolaire du monde et où la science, comme beaucoup d'autres branches d'activité, était soumise à la pression des objectifs d'un complexe militaire et industriel. L'expansion de la science et ses résultats étaient soumis à la rivalité territoriale de deux grandes puissances et de leurs alliés, leurs vassaux en quelque sorte. Aujourd'hui, la situation géopolitique s'est sensiblement modifiée. Le phénomène de la globalisation et l'internationalisation de l'économie mondiale qui s'en suit avec l'entrée en scène de nouveaux intervenants, jouent aussi dans le domaine de la science et de la recherche.

Nous sommes témoins de la naissance rapide de nouvelles technologies et de disciplines scientifiques qui impliquent une approche plus complexe du travail scientifique. Il n'est qu'à prendre l'exemple de la recherche génétique : nous ne pouvons imaginer aujourd'hui comment fonctionnerait un laboratoire génétique sans les méthodes de base de la génétique moléculaire et les manipulations grâce auxquelles s'ouvrent à nous de nouveaux horizons de recherche et de nouvelles possibilités pour diagnostiquer et soigner les maladies des hommes. Les technologies développées à l'échelle du nanomètre ont fait beaucoup de progrès. Les micro-technologies mises en place à l'échelle de 10 moins 6 mètre montraient déjà que le savoir-faire de l'homme est quasiment illimitée. Le monde était divisé entre ceux qui maîtrisaient ces technologies et ceux qui ne les maîtrisaient pas. Cette frontière suivait quasiment le rideau de fer. L'échelle 10 moins 9 ouvrit néanmoins de nouveaux horizons : la matière n'est plus seulement la matière mais elle est très intelligente, une « smart structure » qui peut remplir les tâches que nous lui confions.

Il est évident que les dynamiques sociales d'aujourd'hui sont issues en grande part du développement de technologies situées à la frontière entre plusieurs disciplines, qu'il s'agisse des technologies de l'information et de la communication, des biotechnologies, des nanotechnologies, etc. Mais si nous ne voyons dans ces dynamiques qu'un effet des développements technologiques, alors nous oublions que nous ne sommes qu'au début, non seulement de ces innovations mais de leurs fondements scientifiques. En effet, malgré tous les succès déjà enregistrés, il ne s'agit pas de l'application de savoirs déjà acquis mais du produit de recherches en cours, et il s'agit toujours de recherche fondamentale. Ce type

de recherche est indispensable pour produire un savoir de qualité, pour assurer innovation et développement durable mais aussi pour comprendre les nouveaux phénomènes sociaux et culturels.

Malheureusement, le discours pragmatique de nos sociétés se joue dans des catégories scientifiques bien connues et il en est de même du transfert de technologie. Or ceci est à l'opposé de l'idée que se fait la science des frontières du savoir et de la recherche. Je suis persuadé qu'une société qui se prétend « société de la connaissance » comprendra bientôt cela.

Merci de votre attention.

## **Allocution de Václav Hampl, recteur de l'Université Charles**

Votre Excellence,

Madame la directrice du CEFRES,

Mesdames, messieurs,

Les vingt ans d'existence du Centre français de recherche en sciences sociales sont un anniversaire important pour l'Université Charles aussi. Il y a vingt ans, c'était justement les sciences sociales qui sortaient le plus marquées des quarante années de « socialisme réel ». L'acronyme CEFRES est rapidement devenu synonyme du soutien accordé à nos sciences sociales dans leur sortie du grand isolement qui était le leur au sein d'un système dirigé par une idéologie dominante régie par l'État et dans leur cheminement vers les standards européens. Ceci est tout à fait mérité ; il suffit de mentionner la dynamique impulsée par le CEFRES à la vie scientifique de plusieurs facultés, principalement les facultés des Lettres, des Sciences sociales, des Humanités et la Faculté pédagogique.

Pour ses excellents colloques, ces *Cahiers du CEFRES* mettant à disposition les textes-clés des sociologues, historiens, anthropologues français traduits en tchèque, pour ses séminaires interdisciplinaires, ses programmes doctoraux débouchant sur des thèses en co-tutelle ou l'octroi de bourses, je voudrais remercier les institutions françaises et en particulier les directrices et directeurs qui menèrent le CEFRES durant 20 ans.

Je voudrais néanmoins tourner mes regards vers le futur. Depuis ses tout débuts, et cela devrait selon moi être le cas à l'avenir, le CEFRES n'est pas uniquement un instrument de coopération bilatérale. Son objectif doit être la construction de réseaux de recherche en Europe centrale et orientale et dans l'Europe entière. La tradition de la recherche française en philosophie et dans les sciences sociales est enrichissante et d'un apport indispensable à l'équilibre entre les traditions dominantes.

Les sciences sociales et humaines, la recherche fondamentale dans ces domaines, sont à nouveau mises en danger – cette fois par une approche utilitaire et pragmatique de la recherche et du savoir. Nous réalisons néanmoins avec d'autant plus de force leur valeur à une époque qui inscrit la recherche le plus souvent dans un discours sur les innovations technologiques et qui met l'accent sur la valeur instrumentalisée du savoir considéré comme un produit. Demandons-nous si, dans cette situation, le contrargument que nous avançons en général est suffisamment efficace : la fonction des sciences humaines et sociales est d'œuvrer à l'épanouissement et l'émancipation des individus ? La connaissance des liens sociaux serait indispensable à la cohésion sociale ? Il semble nécessaire de démontrer en permanence ces arguments de façon empirique, de renouveler cette argumentation et de la rendre concrète en l'adaptant à l'évolution de la société. C'est une tâche pérenne et jamais achevée.

Alors que l'idée d'intégration des nations européennes dans l'Union européenne n'est plus acceptée avec évidence et tremble sur ses bases, alors que beaucoup ne s'identifient plus avec l'idée européenne, certaines questions deviennent urgentes : qui sommes-nous ? Où

allons-nous ? Que cherchons-nous à atteindre ? Quels sont les éléments qui nous soudent et qu'est-ce qui risque de nous séparer ? Nous découvrons avec étonnement que les conquêtes et les connaissances ne sont pas données une fois pour toute, même en sciences de l'homme et de la société. Il nous faut toujours chercher et vérifier.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'un CEFRES. C'est un modèle opportun qui fonctionne extrêmement bien : en cumulant expérience et compétence pour mettre en contact de nombreuses institutions de recherche européennes, il peut contribuer efficacement à répondre aux défis que nous lance une société en turbulence. L'Université Charles se réjouit des prochaines collaborations fructueuses de ses instituts avec le CEFRES et lui souhaite pour les années à venir tout le succès et le soutien nécessaire.

**Allocution de Petr Fiala, ancien vice-recteur de l'Université Masaryk de Brno, actuellement ministre de l'Éducation de la République tchèque**

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous remercier pour votre invitation à m'exprimer ici aujourd'hui et remercier avant tout le CEFRES pour le travail accompli durant ses vingt premières années d'existence. Son rôle au sein des relations franco-tchèques est visible et le succès de son action continue est évident.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous présenter brièvement l'état de la recherche en République tchèque, son financement, et notre politique actuelle et à venir en matière de recherche, aujourd'hui ou à venir, outre la coopération scientifique avec la France.

Comme vous le savez tous, les performances de la recherche tchèque ne peuvent soutenir dans tous les domaines la comparaison avec les autres pays. C'est ce que montrent les analyses scientométriques des publications et des citations de nos chercheurs. Nous sommes d'un tiers en dessous de la moyenne européenne du nombre de citations par habitant avec 3,13 citations pour 1000 habitants. Les meilleurs pays, le Danemark et la Suède, atteignent un taux de 13 publications citées. La France est au-dessus de la moyenne européenne avec 5,38 citations.

Cet indice, qui ne reflète qu'un segment de la recherche, masque le plus important : à savoir l'amélioration de la qualité de la recherche tchèque ces dernières années. Nous commençons à rattraper le retard dû à l'isolement dans lequel le régime communiste avait maintenu la recherche. En dix ans (1999-2009) le nombre de publications d'auteurs tchèques enregistrées par Thomson Reuters a plus que doublé pour atteindre 7785 unités.

Ce n'est pas un hasard, c'est le reflet du travail des chercheurs, de leurs connexions avec l'étranger mais aussi des mesures politiques en matière de recherche. Je signalerai à ce sujet quelques points.

Tout d'abord, le budget consacré à la recherche atteignait en 2010 près de 60 milliards de Couronnes tchèques, c'est-à-dire 1,6 % du PIB, taux qui n'avait pas été atteint depuis 1993. Depuis cinq ans, ce budget a tendance à augmenter. Le secteur privé tchèque assure près de la moitié des dépenses de recherche et développement (49 %), le budget de l'État 40 %, les entreprises étrangères 7 % et les organisations internationales, c'est-à-dire les programmes et fonds européens 4 %. Cette tendance, si elle positive, ne masque pas que la République tchèque n'atteint pas la moyenne européenne en matière de part du PIB consacrée à la recherche : 2 % et l'écart est toujours fort entre notre pays et ceux qui devraient nous servir d'exemple, puisque en Suède ou en Finlande ce taux atteint 3 %.

Il ne s'agit pas seulement de financement, la recherche tchèque s'efforce de trouver un mode optimal d'organisation et de coordination des différentes politiques et stratégies et le meilleur moyen d'évaluer les différentes institutions de la recherche et de les financer en conséquence. Les efforts en matière de réforme sont aujourd'hui mis en œuvre dans le cadre de la « Politique nationale de recherche, développement et innovation de la

République tchèque pour les années 2009-2015 ». Son actualisation est prévue en 2012. Cette politique prévoit toute une série de mesures en matière de gestion financière, de financement et de mise en œuvre des organismes de financement de la recherche.

L'un des points faibles du secteur scientifique tchèque réside dans les applications de la recherche. D'ici à juin 2012, un bilan de la recherche appliquée, du développement et de l'innovation doit être effectué dans la perspective de ce qu'on appelle le développement durable de la République tchèque.

En mai [2011], le Gouvernement a publié ses « Principes pour la détermination de priorités en matières de recherche, innovation et développement ». Ces nouvelles priorités seront définies par des groupes de spécialistes composés de scientifiques éminents qui prendront en compte les besoins de la société dans son ensemble selon des domaines qui ne correspondent pas aux différentes disciplines. Six grands domaines ont été définis : l'économie comme soutien à la compétitivité, le complexe énergétique, l'utilisation stable des ressources naturelles, les défis sociaux et culturels de la société tchèque, la défense et le maintien de la santé des hommes, les risques et menaces.

La Déclaration de programme du Gouvernement de la République tchèque affirme que le système actuel de financement institutionnel de la recherche qui fonctionne selon ce que l'on nomme une « méthodique d'évaluation » des organismes de recherche doit être transformé. À l'avenir, le système de financement institutionnel utilisera les résultats d'un audit international de la recherche, conjointement à l'évaluation par les pairs et d'autres méthodes dont l'objet ne sera pas uniquement l'évaluation des institutions de recherche mais aussi des groupes rassemblés autour de projets précis. Les principes de base devraient être établis durant le premier semestre 2012.

L'audit international que je viens de mentionner a déjà publié ses résultats qui concernent toute une série de domaines de la recherche, du développement et de l'innovation. Il souligne par exemple l'effort consenti par la République tchèque pour la modernisation et l'amélioration de la gestion de la recherche. Un certain nombre de déficiences sont néanmoins pointées comme par exemple l'évaluation qui concerne trop exclusivement les « outputs » (extrants) de la recherche et ne donne que peu d'informations sur l'utilité des interventions de l'État et la question de savoir si les programmes atteignent leurs objectifs. Selon cet audit, le mode actuel d'évaluation a des conséquences négatives pour les chercheurs. Il doit être modifié afin de contribuer à leur responsabilisation et afin de devenir un outil pour l'élaboration des politiques.

Il est clair, d'après ce que je viens de dire en quelques points, que la recherche tchèque connaît actuellement une période de réforme et qu'elle cherche une nouvelle configuration institutionnelle ainsi qu'un nouveau mode de financement. D'un autre côté, la science tchèque se montre dynamique et sa position internationale ne cesse de s'améliorer. Les coopérations avec la France ne sont pas étrangères à cela.

Le cadre contractuel de la coopération scientifique et technique entre la France et la République tchèque reste un Accord signé en 1965 entre la France et la République tchécoslovaque d'alors. En 1996, le Programme Barrande a été conclu sous forme d'aides à la mobilité destinées aux chercheurs impliqués dans des projets communs. Ce dispositif a été complété le 16 mai 2011 par un accord cadre entre l'Académie des sciences tchèque et

le CNRS qui soutient des projets communs et la mobilité des chercheurs, en particulier des jeunes chercheurs.

Ce cadre n'a rien d'une pure formalité puisqu'il permet de donner vie à une coopération très vivante : en 2007 par exemple 88 groupes de recherche coopéraient avec le CNRS dans le cadre de 76 projets soutenus par le 7<sup>e</sup> PCRD. Parmi les institutions tchèques qui collaborent le plus avec le CNRS, on trouve l'Université Charles, l'Institut de Physique de l'Académie des sciences, l'Institut de recherche nucléaire Rez, l'Université Masaryk de Brno, l'Université Polytechnique de Prague ou encore l'Institut de chimie physique Jaroslav Heyrovský de l'Académie des sciences, etc.

Je donne tous ces détails car ils illustrent la richesse des coopérations franco-tchèques en matière de recherche. Cette coopération culturelle et scientifique fait partie des traits de la modernité en pays tchèques, marquée par les influences françaises. Nous ne créons là rien de nouveau mais renouvelons ce qui a été, dans de nouvelles conditions de liberté.

Les chiffres, les bilans et les institutions sont bien sûr des choses d'importance mais derrière tout ce ceci, il y a des hommes et des femmes. Permettez-moi de mentionner un exemple qui me touche particulièrement du fait de ma spécialité.

Il y a quelques années est paru un livre intitulé *Le passé et le présent, mémoire et histoire (Minulost a současnost, paměť a dějiny)*. Ces auteurs étaient d'une part Zdeněk Vašíček, décédé il y a peu et qui était l'un des philosophes tchèques les plus stimulants et l'actuelle directrice du CEFRES, Françoise Mayer. Je ne sais pas si le livre serait reconnu comme ouvrage scientifique par notre méthodique insensée d'évaluation, mais je suis sûr qu'il s'agit d'un livre extrêmement stimulant, qui sera encore lu et cité lorsque nos méthodiques actuelles seront tombées en désuétude. C'est un exemple excellent de la meilleure tradition de coopération franco-tchèque. Je ne sais si cela a été fait mais je voudrais remercier Françoise Mayer pour cette coopération et pour son travail « pour » et « sur » la société tchèque.

Merci aussi à ses collègues et à ces vingt années de CEFRES. Ce n'est pas seulement vingt ans d'une institution mais vingt ans de soutien et d'inspiration pour la culture et la science tchèque ; il y a de quoi être reconnaissant.

## ***Panel 2 – Entre échanges scientifiques et interface : la place du CEFRES***

### **Allocution de Pierre Grémion (Centre national de la recherche scientifique)**

Intervenant en premier dans ce panel, j'apporterai mon témoignage personnel sur les origines du CEFRES en m'efforçant de dégager quelques caractéristiques générales susceptibles de nourrir le débat. Ces caractéristiques me paraissent être au nombre de quatre : 1°) la création du CEFRES est le fruit d'une collaboration parfaitement réussie entre universitaires et fonctionnaires du ministère des Affaires Étrangères, 2°) c'est un souci de pragmatisme et de réalisme qui animait le petit groupe universitaire de départ, 3°) La création du CEFRES s'inscrivait dans un environnement stimulant après la chute du communisme 4°) enfin le développement du CEFRES prit place dans une institutionnalisation croissante des centres de recherche en sciences sociales, créés et gérés à l'étranger par le ministère des Affaires Étrangères. J'ai commencé à m'intéresser aux relations culturelles internationales dans le cadre d'une étude de la 3<sup>e</sup> corbeille du processus d'Helsinki après 1975. Ayant pu mesurer la pauvreté et la médiocrité des échanges entre la France et la Tchécoslovaquie pendant la période dite de « normalisation », dès le retour de la démocratie, par l'intermédiaire d'une collègue, Marie-Christine Kessler, j'ai pris contact avec la direction Europe du ministère des Affaires Étrangères pour proposer une étude sur la relance des relations universitaires entre les deux pays. J'ai reçu un très bon accueil et la Direction a accepté de financer cette mission. Il n'était évidemment pas question que j'entreprenne seul ce travail, puisque je ne suis pas tchécophone. J'ai alors contacté Jacques Rupnik qui a accepté de participer au projet, et c'est naturellement lui qui a eu le rôle leader pour sa réalisation.

Peu après la remise de notre rapport, le Président de la République, François Mitterrand, dans un discours prononcé à l'occasion d'un voyage en Europe centrale, annonça la décision de créer à Prague un observatoire de la région en transition. La décision présidentielle descendit la chaîne hiérarchique, du secrétaire d'État aux relations culturelles d'alors Thierry de Beaucé, à la sous-direction des sciences sociales dirigée par Marie-Pierre de Cossé-Brissac, à qui revenait le soin de définir les caractéristiques de cet observatoire.

Marie-Christine Kessler, dont je viens de parler, était conseillère de Marie-Pierre de Cossé-Brissac. Elle lui remit aussitôt notre rapport, et Marie-Pierre de Cossé-Brissac demanda à me rencontrer. Ainsi s'opéra la jonction entre deux événements totalement indépendants au départ. Je me souviens très bien de la première réunion du petit groupe qui s'est alors formé avec Marie-Elizabeth Ducreux, Antoine Marès, Jacques Rupnik et moi-même – pour envisager ce qu'il conviendrait de faire. Toutes les suggestions que nous avons pu avancer, à commencer par le choix du premier directeur, poste pour lequel Marie-Elizabeth Ducreux s'est portée candidate, ont été acceptés. À la direction, Yves Saint-Geours (actuellement ambassadeur au Brésil) qui succéda à Marie-Pierre de Cossé-Brissac, a joué un rôle décisif, tant par sa compréhension des problèmes que par la rapidité et l'intelligence des décisions à prendre dans cette période de mise en forme.



Cette excellente coopération de départ, sans aucune fausse note, a très certainement été un des facteurs qui a permis de lancer le CEFRES sur de bons rails. Je pense aussi qu'elle a été un gage de longévité pour le centre.

Il fallait éviter la mise en place d'un dispositif plaqué sur la réalité locale. À cet égard la notion d'Observatoire régional pouvait inquiéter par son ambition. Elle sera vite abandonnée. Non que la perspective régionale dût être abandonnée, mais elle devait être considérée comme un point d'arrivée et non comme un point de départ. Partir de la réalité locale renvoyait aux nouveaux partenaires apparus à la faveur du retour à la démocratie dans les institutions universitaires et à l'Académie des sciences à Prague. Le rapport Rupnik – Grémion amorçait un premier balayage en même temps qu'une première concrétisation de la démarche. La nomination d'un directeur du centre tchécoslovaque était un impératif. Et en effet, le rôle de Marie-Elizabeth Ducreux fut essentiel pour créer le centre : trouver des locaux, nouer des partenariats, définir des perspectives et un style. Le centre se proposait de remplir plusieurs fonctions : nouer des relations avec de nouveaux partenaires tchèques, informer des développements les plus récents de la recherche française, encourager les jeunes chercheurs français à travailler sur la Tchécoslovaquie, (la partition n'avait pas encore eu lieu), faciliter le travail de chercheurs tchèques souhaitant travailler sur la France.

Dans la nouvelle conjoncture qui s'ouvrait, le démarrage du CEFRES a immédiatement bénéficié du côté français de l'engagement d'une nouvelle génération de doctorants qui s'est saisie de l'outil, a appris la langue, s'est lancée dans la préparation de thèses ; ce dynamisme était porté par le nouveau climat politique et intellectuel de l'époque appuyé par les deux vecteurs qu'étaient alors, on s'en souvient, le retour à l'Europe et l'expression de la société civile.

C'est une banalité qu'il faut rappeler : en 1990, la France avait un très gros effort de rattrapage à faire dans le domaine des échanges culturels et universitaires et le CEFRES s'inscrivait dans un ensemble d'initiatives qui marquèrent la première moitié de la décennie 90. Sans être exhaustif, il faut mentionner bien entendu la rénovation complète par le ministère des Affaires étrangères de l'institut de la rue Štěpánská et son inauguration par le Président de la République, ou encore le projet Tocqueville animé par François Furet et pris en charge par le ministère de la Culture. Il s'agissait dans chaque pays retournant à la démocratie de soutenir la traduction et la publication d'une œuvre de Tocqueville et d'organiser un colloque à l'occasion de la sortie de l'ouvrage dans le pays.

Je voudrais dire deux mots d'une autre initiative qui bénéficia d'une subvention de la direction du Livre du ministère de la Culture : la création d'une Association pour la diffusion du Livre français en Tchécoslovaquie. La création de cette association s'est faite dans les locaux de la librairie du Regard créée par Françoise Pavie, à l'ombre de la Maison des sciences de l'Homme. Françoise Pavie s'était faite éditrice pour publier en 1987 une histoire de la première République Tchécoslovaque réalisée dans l'émigration et publiée à Princeton (en 1973). L'Association était présidée par Antoine Marès. Grâce à la

subvention accordée, elle a pu réaliser des enquêtes sur la situation du livre et de la librairie dans la Tchécoslovaquie en transition. La subvention du ministère de la Culture permettait de répondre aux besoins des universitaires ou des enseignants de l'enseignement secondaire pour leur envoyer des livres, ou des revues dont ils avaient été privés pendant de longues années. La notion de rattrapage est évidemment essentielle. En effet partant du constat que les universitaires tchèques n'avaient pas les moyens de s'acheter ces livres, ou de souscrire des abonnements à des revues, l'association assurait gratuitement ce service à partir des besoins exprimés. Elle le fit jusqu'à épuisement de la subvention accordée par la direction du Livre.

Si le rôle des relations personnelles a été essentiel dans la phase de lancement, le CEFRES s'est inscrit dans un mouvement de développement et d'institutionnalisation des centres de recherche en sciences sociales à l'étranger. Il faut à cet égard faire un léger retour en arrière. Le ministère des Affaires Étrangères ne connaissait à l'origine qu'un bureau de l'archéologie dirigé quelques années auparavant par Philippe Guillemin. C'est lui qui a transformé ce bureau en sous-direction des sciences sociales. L'idée de créer des centres de recherche en sciences sociales à l'étranger a été murie entre Philippe Guillemin et Rémy Leveau (décédé en 2005), un politologue spécialiste du monde arabo-musulman (d'où les premières créations au Caire et à Beyrouth). L'idée de Philippe Guillemin et de Rémy Leveau était de créer ces centres de recherche en dehors du réseau culturel du Département et de les installer dans des locaux distincts des centres et instituts. Il s'agissait de créer des structures vraiment scientifiques jouissant d'une véritable autonomie, pour contribuer à l'étude des sociétés environnantes. On voit donc que dès avant la création du CEFRES l'idée était dans l'air, la chute du communisme entraînant un accent mis sur l'Europe centrale (Prague, puis Berlin).

Vingt ans après il serait intéressant de faire le point sur le développement et l'institutionnalisation de ces centres, mais à ma connaissance, il n'existe aucune étude d'ensemble à laquelle se référer. Je m'en tiendrai donc à quelques remarques fragmentaires.

On observe tout d'abord une croissance du nombre des centres de recherche en sciences sociales à l'étranger. Quelque dix ans après la création du CEFRES le ministère publia un répertoire dans lequel, de mémoire, ils étaient alors au nombre de 25. L'institutionnalisation va prendre la forme d'une association avec le CNRS. C'était faire entrer dans le jeu un nouveau partenaire, la Direction Sciences de l'Homme et de la Société de l'établissement. L'intervention du CNRS répondait à deux soucis de nature différente : du côté des centres eux-mêmes le souhait d'obtenir la labellisation scientifique ; du côté du ministère le souci de partager les coûts du développement de ce nouveau réseau. Mais le CNRS, ce sont aussi les sections du Comité national. Ici, en première approximation, il semble que les deux sections les plus impliquées aient été celles de l'histoire et de la science politique. Il est tout à fait significatif qu'en 2001 dans un rapport intitulé *Pour une*

*politique des sciences de l'Homme*<sup>1</sup>, les centres de recherche en sciences sociales à l'étranger soient considérés comme des équipements au même titre que les bibliothèques et les Maisons des Sciences de l'Homme (qui ont essaimé sur plusieurs campus universitaires). L'institutionnalisation croissante entraînait naturellement des procédures plus formalisées : composition des conseils scientifiques, ordres du jour, procédures de recrutement des directeurs, etc.

Dans ce processus, il convient enfin de souligner le rôle joué par deux poids lourds institutionnels, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et Sciences-po, ayant tous deux la capacité de définir des politiques propres, et qui interagissent avec les centres de recherche à l'étranger. La situation privilégiée de l'EHESS découle d'abord du rayonnement de l'école des Annales du temps de la VI<sup>e</sup> Section de l'École Pratique des Hautes Études sur toute l'Europe centrale et jusqu'en Union Soviétique ; sur cette base Fernand Braudel (assisté de Clemens Heller) avait mené pendant plus de deux décennies une *Realpolitik* d'échanges avec l'URSS et les démocraties populaires, acceptant les candidats officiellement proposés par ces pays à condition d'obtenir des visas pour des « individualités » dont il avait pu mesurer personnellement l'intérêt des travaux. La création de l'EHESS en 1975 et les présidences successives de Jacques Le Goff (dont on connaît les liens avec la Pologne) et François Furet (qui réinstaurait une histoire politique en rupture avec la perspective braudelienne) coïncidait avec la montée de dissidences et des oppositions démocratiques à l'Est. L'École devenait alors à travers plusieurs séminaires et des revues qui lui étaient périphériques (*L'autre Europe*, par exemple) un carrefour d'échanges sur l'Europe centrale. Et c'est naturellement sur cette nouvelle base que l'EHESS a pu développer ses initiatives après 1989. L'histoire institutionnelle de Sciences-po est très différente. Ce n'est qu'au début de la décennie 1970 que fut mise en place une formation doctorale dirigée par Hélène Carrère d'Encausse centrée sur l'Union Soviétique. Puis au milieu de cette même décennie un séminaire sur les relations Est-Ouest était lancé autour de Pierre Hassner dans le cadre du CERI, effort poursuivi tout au long de la décennie suivante. Le terrain était ainsi préparé pour d'autres initiatives après 1989.

Au terme de ce balayage, je voudrais faire trois remarques (qui n'engagent bien entendu que moi) tirées de ma participation au conseil scientifique pendant une petite dizaine d'années. On est très mal placé, depuis Paris, pour jauger, et encore moins juger, les interactions médiatisées par le CEFRES avec les milieux de la recherche tchèques, slovaques, ou autres. Cette médiation est de la responsabilité du directeur du CEFRES, et c'est aux directeurs successifs de s'exprimer sur ce point. C'est à mon sens une bonne chose qu'il en soit ainsi. En revanche ce que l'on saisit très bien à travers les conseils scientifiques c'est le devenir des doctorants. Lorsque le CEFRES se met en place, la thèse (dite encore à l'époque « nouveau régime ») qui date de la loi de 1984 vient d'être renforcée par l'accélération de la politique d'attribution d'allocations de recherche à l'initiative de Claude Allègre – collaborateur direct de Lionel Jospin ministre de

---

<sup>1</sup> *Pour une politique des sciences de l'Homme*, Rapport du conseil des sciences Humaines et sociales, Paris, PUF, 2001.

l'Éducation nationale du gouvernement Rocard. Dans cette conjoncture, le CEFRES a joué un rôle extrêmement positif pour mettre le pied à l'étrier à des doctorants et rendre possible des travaux sur la Tchécoslovaquie et l'Europe centrale. Certains de ces doctorants ont intégré des institutions de recherche ou les Universités. Le CEFRES a ainsi contribué à l'émergence d'un nouveau tissu intellectuel de jeunes *scholars*. Je n'ai qu'un regret c'est qu'une définition trop étroite, trop administrative en un sens, nous ait empêchés d'ouvrir le conseil scientifique à des littéraires. Je pense que quelqu'un comme Xavier Galmiche (professeur de littérature tchèque à Paris) aurait dû être associé très tôt au conseil. Cette critique, c'est d'abord à moi que je l'adresse, n'étant pas intervenu dans ce sens aux réunions auxquelles j'ai participé.

Ce développement repose sur une hypothèse implicite, la stabilité des mécanismes institutionnels. Or ceux-ci ont été profondément ébranlés au cours des années 2000. Les transformations débordent de beaucoup le cas du CEFRES et des centres de recherche de sciences sociales à l'étranger, mais ils ne manqueront pas d'en modifier la dynamique, s'ils ne l'ont déjà fait. Je ne veux pas me lancer dans une analyse des transformations de l'univers institutionnel des universités et des grands organismes de recherche, d'une part parce que ce n'est pas le sujet de notre rencontre, d'autre part parce qu'étant retraité j'entre dans la catégorie des *has been* coupés de ce nouveau monde ! Toutefois je voudrais terminer en citant deux documents qui me paraissent révélateurs de la profondeur des bouleversements. Le premier est le petit livre que Jean-François Sirinelli vient de publier sous le titre : *L'histoire est-elle encore française*<sup>2</sup> ? Pareil titre était tout simplement inconcevable voici vingt ans lorsque le CEFRES fut créé. Sirinelli retient deux dimensions qui contribuent à l'effacement des historiens français sur la scène internationale : la position dominante, désormais sans partage, de la langue anglaise dans la circulation des savoirs et ce qu'il nomme « le nouvel impératif catégorique de l'évaluation ». Sur le deuxième point, il n'hésite pas à parler d'une frénésie de contrôle qui se déploie à travers les pratiques récentes de l'évaluation (classement des revues, bibliométrie, indexation des carrières des jeunes chercheurs), dont il dénonce les effets pervers et qui sont autant de 'mèches lentes' allumées au sein de la recherche historique et qui risquent de l'asphyxier.

Le deuxième document sur lequel je voudrais attirer votre attention est l'article d'une jeune sociologue de la science, Catherine Vilkas, qui permet de mettre en contexte ce cri d'alarme de l'historien<sup>3</sup>. Catherine Vilkas s'emploie à restituer le mouvement de fond qui tout au long de la décennie 2000 a visé à transférer les méthodes de management élaborées dans le monde industriel en vue de transformer et d'améliorer « la gouvernance » de la cité scientifique. À lire Vilkas, on découvre un fourmillement d'acteurs, *think tanks*, consultants, offices de certification, etc., qui se pressent au chevet des institutions. Ce mouvement traverse les deux lois de 2006 et 2007 sur la réorganisation de la recherche

---

<sup>2</sup> Jean-François Sirinelli, *L'histoire est-elle encore française ?*, Paris, CNRS éditions, 2011. Jean-François Sirinelli est directeur du Centre d'histoire de Science-Po.

<sup>3</sup> Catherine Vilkas, *Des pairs aux experts, l'émergence d'un « nouveau management » de la recherche scientifique*, *Cahiers internationaux de sociologie*, vol CXXI, 2009.

(avec notamment la création des deux agences) et l'autonomie des universités. La rhétorique managériale s'est imposée, chassant au passage la notion de la science comme bien public. L'intervention d'une nouvelle couche d'experts spécialistes du management de la recherche mine les régulations traditionnelles mises en œuvre par les pairs. En conclusion, Catherine Vilkas ne manque pas de souligner les tensions très fortes que suscite ce mouvement. Le cri d'alarme de l'historien valide ce diagnostic posé un peu plus tôt par la sociologue.

**Allocution de Marie-Elizabeth Ducreux (CNRS, EHESS, Centre de recherches historiques)**

Depuis 1991 – depuis 1989 serait évidemment historiquement plus exact – beaucoup de choses ont changé en Europe centrale, en République tchèque et en Slovaquie, en France et en Europe. Pierre Grémion vient de rappeler les circonstances de la fondation du CEFRES. Je serais, je crois, très mal venue de refaire ici l’historique du CEFRES et de ce que nous avons voulu faire en l’ouvrant à Prague en 1991, et encore plus mal venue de tirer de l’expérience de vingt années une sorte de bilan, qui ne me revient pas.

Je voudrais plus simplement réfléchir, dans le peu de temps qui m’est donné, aux conséquences de ces changements sur les conditions de l’action en République tchèque et en Europe centrale d’un centre tel que le CEFRES aujourd’hui. Les modalités de sa coopération avec les institutions scientifiques françaises ont été ou seront évoquées par d’autres.

Au premier rang d’entre elles, se placent aujourd’hui le CNRS, qui est depuis 2007 une de ses instances de tutelle avec le ministère des Affaires Étrangères et Européennes, mais aussi l’EHESS, qui a été depuis le début un partenaire particulièrement actif, et dont le président – un historien des États-Unis – a bien voulu être parmi nous aujourd’hui ; puis bien entendu la Fondation Nationale des Sciences Politiques, en particulier le CERI, la Maison des Sciences de l’Homme de Paris et de nombreuses universités. Qu’il me soit permis de souligner ici l’importance de l’engagement, dans le réseau des Instituts Français de Recherche Internationaux (UMIFREs), du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, sans lequel il n’y aurait pas eu du tout de CEFRES en 1990-1991 et pendant les vingt ans écoulés.

Le nouveau Centre se situait dès le départ à l’intersection d’objectifs assez différents, que les directeurs successifs ont maintenus et auxquels ils ont essayé, je crois, de répondre, chacun à sa manière et selon ses talents, développant tantôt tel ou tel aspect, tantôt tel autre. Le CEFRES devait dès le début accueillir les chercheurs français engagés dans des recherches avec des partenaires locaux, qui n’étaient pas seulement des spécialistes de la Tchécoslovaquie et de l’Europe centrale encore très peu nombreux en France. Il devait jouer un rôle dans le transfert dans une société sortant de quarante et un ans de régime communiste des acquis en France et dans le monde occidental des sciences sociales et humaines et développer l’interdisciplinarité. Il lui fallait encore contribuer à la formation de doctorants français ou simplement francophones, désirant se spécialiser sur les pays tchèques, la Slovaquie et d’autres pays de la région, et cela dans tous les domaines des sciences sociales et humaines. Pour toutes ces missions, il était indispensable de savoir devenir l’interlocuteur des institutions académiques françaises, pour abriter et développer, en partenariat avec des interlocuteurs tchécoslovaques et centre-européens, mais aussi avec d’autres, des programmes de recherche. Parallèlement, le nouveau Centre devait analyser, avec les outils des sciences sociales et la réflexivité qui caractérise leurs approches et en amont de l’expertise politique, les transformations de la société, de la politique et de l’économie tchèques et au-delà, centre-européennes, les modalités de la construction européenne élargie, et bien d’autres domaines encore. Tout cela, il faut le souligner, avec

peu de chercheurs permanents. Aussi, deux des dimensions indispensables à son style d'action seraient la souplesse et la réactivité intellectuelles, mises au service des travaux les plus innovants, et toujours en partenariat. Dès son inauguration officielle à Emauzy le 28 janvier 1992, il se fixait pour buts dans cette première période le développement de débats d'idées, une réflexion sur le contenu des disciplines et les frontières des objets des sciences sociales pour contribuer à redéfinir – voire à réintroduire – celles d'entre elles qui avaient le plus souffert après 1948, enfin l'élaboration de projets communs de recherche intégrés dans des réseaux franco-européens<sup>4</sup>. Dans ce démarrage, une bibliothèque de qualité, dont le catalogue fut conçu par moi-même et les livres achetés par le ministère des Affaires Etrangères dès avant l'installation à Prague en octobre 1991, fut un atout et un outil majeur de l'action et de l'attraction du CEFRES.

À sa création, le CEFRES était situé en Tchécoslovaquie, dans un pays qui sortait de quatre décennies de régime communiste (années qui, bien entendu, ne recouvraient pas une réalité monolithique et ne furent pas un bloc). En 1991, ce choix fait en France de l'installer dans ce pays précis de l'ex-« Autre Europe », pour reprendre le nom d'une revue française militante des années 1980 et le titre d'un livre de Jacques Rupnik, n'était pas sans conséquences immédiates. Contrairement à ce qui s'était passé avec la Pologne et la Hongrie, les contacts entre les universités et équipes de recherche françaises et tchécoslovaques avaient été presque totalement interrompus pendant les vingt années de « normalisation ». Le nouveau Centre possédait une vocation centre-européenne, mais c'est à Prague qu'il devait fonctionner, en interaction et en interface avec les universitaires et chercheurs tchèques et slovaques dans une sorte de premier cercle, sans oublier sa mission à l'échelle de toute la région. Celle-ci ne pouvait pas se concrétiser de la même façon, puisque l'équipe était réduite : l'interface, dans sa première phase, est passée par des soutiens à des initiatives hongroises, polonaises, parfois autrichiennes et allemandes, et par quelques initiatives multilatérales communes.

En direction de la France, un des apports indiscutables de l'existence du CEFRES a été sa contribution à la formation sur place de doctorants, ses propres boursiers et ceux des universités françaises. Beaucoup sont aujourd'hui devenus des spécialistes de tel pays d'Europe centrale, de tel ou tel objet particulier, dans toutes les disciplines des sciences sociales et humaines. Plusieurs ont trouvé un poste dans les universités françaises, en particulier en sciences politiques et en sociologie. D'autres enseignent dans les universités tchèques. Très vite, le CEFRES a aussi développé un système de bourses locales grâce à la participation de la Komerční banka, et accueilli des doctorants tchèques, mais aussi slovaques, et même un doctorant hongrois.

En 1991, la relation Tchécoslovaquie / Europe centrale et France restait encore asymétrique, pour deux raisons principales et au fond contextuelles. D'une part, les universitaires français connaissaient peu l'Europe centrale, et encore moins les traditions et la production scientifique de ses chercheurs. Le handicap constitué par la nécessité d'apprendre des langues dites « rares » se trouvait dans ce cas renforcé par les difficultés de circulation des travaux pendant la période communiste. Celle-ci avait aussi, d'une

---

<sup>4</sup> Voir le *Bulletin d'Information du Centre Français de Recherche en Sciences Sociales*, numéro d'inauguration janvier 1992, p. 4.

certaine façon, figé les paradigmes de lecture de l'histoire et du social. Les Tchèques et les Slovaques, davantage que les Polonais et les Hongrois pourtant eux-aussi limités dans leurs échanges, ne circulaient plus vers l'Europe occidentale entre 1970 et 1989. Cela n'avait pas empêché que quelques personnalités du monde scientifique n'aient réussi à maintenir une connaissance profonde des développements de l'École des Annales, ou de la sociologie française, par exemple. Mais ces circulations étaient passées par d'autres canaux que les transferts directs venant de France, le plus souvent par des réseaux personnels, en général par la Pologne et grâce à la lecture des textes traduits en polonais.

Depuis 1993, il n'y a pas de Tchécoslovaquie et depuis 2004, la République Tchèque, comme la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie, les Pays Baltes et la Slovénie, sont entrés dans l'Union Européenne. En 1989, malgré les fortes contraintes imposées au système universitaire et de recherche par la normalisation mise en place après 1969, tout n'était pas, contrairement à ce que l'on peut parfois lire ou entendre, à reconstruire dans les sciences sociales et humaines de ce pays, pas plus d'ailleurs que dans les pays voisins, la Pologne et la Hongrie par exemple : mais chacun de ces pays, de ce point de vue, avait ses spécificités, à cause d'une expérience différente du communisme et par des traditions de plus longue durée. En particulier, si certaines disciplines étaient, tout au moins ici en Tchécoslovaquie, assez sinistrées (la sociologie, en partie la philosophie), si d'autres étaient à réinventer – les sciences politiques, l'anthropologie culturelle et sociale –, d'autres encore, institutionnalisées de longue date, comme l'histoire et l'économie, même touchées de plein fouet, je dirais « distordues » peut-être dans certaines de leurs composantes, avaient mieux résisté. Dans les pays de l'ex-Europe communiste, le temps n'était pas encore à l'interdisciplinarité, inconnue avant 1989 : mais il faut souligner ici que, très vite, des responsables de la réorganisation universitaire et de la recherche la mirent au centre de leurs efforts : je pense au recteur Radim Palouš, à Jan Sokol, à Zdeněk Pinc, venus de la dissidence, et à d'autres. Car dans tous les domaines, dans la dissidence bien sûr, mais aussi dans la « zone grise », dans les universités, dans les archives, dans les musées, il existait des hommes et des femmes qui avaient continué à penser, à produire, à travailler, sans pouvoir toujours diffuser correctement, parfois même sans pouvoir publier leurs travaux. Sans la présence de ces milieux, sans ces personnes, l'implantation d'un centre tel que le CEFRES n'aurait pas été possible.

Si les structures de l'enseignement et de la recherche ont été profondément transformées et modifiées depuis 1989, cela est le résultat d'une double impulsion, interne, comme nous avons commencé à le voir, et externe – le processus de Bologne, et les profondes restructurations du paysage européen de la recherche. Des universitaires et des chercheurs tchèques, ici, ont su très vite saisir d'eux-mêmes les possibilités ouvertes par les procédures européennes : ils ont mis en place des réseaux d'échanges d'étudiants et de doctorants, ils se sont investis dans des masters et des doctorats européens offrant aux étudiants, non l'opportunité de co-formation dans d'autres pays européens.

Mais on peut dire, ici encore, que les impulsions internes avaient parfois précédé les opportunités externes et que le nouveau paysage de la recherche et de la production des savoirs s'est enrichi de cette interaction. Elle existe toujours, et elle a, elle aussi, profondément évolué depuis 1991.



Dans la nouvelle République tchèque, de nouvelles facultés sont venues transformer l'organisation de l'université Charles, et de nouvelles universités se sont ouvertes dans les régions, ouvrant aux étudiants de nouvelles opportunités de formation. L'Académie des Sciences s'est une première fois restructurée dès 1993. Partout en Europe centrale, des expériences innovantes ont été tentées ; partout la qualité des formations et celle des doctorants et des nouveaux chercheurs s'est fortement accrue, le nombre des traductions de sciences sociales et humaines mais aussi la production et l'édition locales dans ces disciplines a atteint des proportions tout à fait remarquables.

Manquent toujours les traductions de ces travaux vers le français. Le rythme et la forme des transferts restent encore dissymétriques. On traduit énormément du français vers le tchèque : presque tous les historiens, sociologues, politologues et philosophes marquants sont désormais accessibles aux étudiants et aux spécialistes tchèques (comme ils le sont pour les Hongrois et les Polonais). Mais les travaux importants d'auteurs tchèques et slovaques ne sont pas encore intégrés dans le paysage scientifique français ou le sont peu, faute de traduction. À l'initiative de l'EHESS, une réflexion, associant de nombreux éditeurs et des chercheurs, est en cours pour améliorer les choses.

Dans ce sens, l'asymétrie de 1991 n'est donc pas totalement résorbée. Cependant, en France aussi, les acteurs et décideurs ont acquis une bien meilleure conscience qu'il y a vingt ans de l'activité de production de savoirs et des redéploiements des universités et des structures académiques tchèques, slovaques et centre-européennes qui sont pleinement intégrées dans le paysage européen de la recherche et de l'enseignement supérieur. Beaucoup de choses devraient donc continuer à être faites ensemble.

Autour de moi, à cette table même, sont assis des acteurs tchèques, et un acteur hongrois, de ce renouvellement. Avec d'autres, ils ont été à l'initiative de changements qualitatifs et structurels fondamentaux et ont su inventer, parfois en s'intégrant dans des structures concernant toute l'Union européenne, parfois par des initiatives lancées avec leurs propres forces, ce que j'appellerai des transferts est-ouest, ou Europe centrale-ouest, et non l'inverse, comme on est souvent enclin à envisager les choses dans la partie occidentale de l'Europe et en France. Je ne peux prendre ici que quelques exemples précis, et je m'excuse auprès de ceux qui ne seront pas nommés, car ils ne sont pas oubliés.

Il faut, je crois, souligner d'abord le formidable essor de deux disciplines particulièrement affectées avant 1989 : l'histoire du temps présent et les sciences politiques. En 1991, j'ai assisté à la mise en place des premières structures, l'Institut d'Histoire du Temps Présent (*Ústav pro Soudobé dějiny*), avec l'engagement pionnier de personnalités comme Vilém Prečan et František Svátek, tous deux présents aujourd'hui, d'une part ; de l'autre, un peu plus tard, à la création d'instituts de sciences politiques dans la nouvelle Faculté des Sciences Sociales de l'Université Charles de Prague, mais aussi dans sa Faculté de Philosophie, à l'université de Brno, à la Haute École d'Études Économiques (*Vysoká škola ekonomická*), comme à la naissance d'instituts centrés sur l'histoire des relations germano-tchèques. Aujourd'hui, il existe une politologie tchèque, représentée par de brillants auteurs, et la jeune école d'histoire du temps présent joue un rôle moteur dans les réseaux européens et centre-européens analysant l'histoire des sociétés communistes et post-communistes, et l'immédiat après-guerre. C'est même à l'initiative de quelques-uns de ces historiens que Prague est en train de se doter de son premier Institut d'Études Avancées.

Un autre exemple est celui du Centre d'Études Médiévales (*Centrum medievistických studií* ou *CMS*) dans lequel František Šmahel, historien du hussitisme et médiéviste de réputation internationale, a joué un rôle décisif. Ce n'est pas par hasard, même si mettre en exergue les réalisations de médiévistes, alors que notre colloque veut « analyser un monde qui change », peut sembler aux politologues et experts du monde contemporain un genre de provocation. C'est que, d'une façon générale, les meilleurs partenaires des coopérations scientifiques internationales, en effet, sont ceux qui ont été capable d'accroître significativement les savoirs dans leur propres domaines et dans leur propre pays, et ceci d'autant plus quand ils l'ont fait, comme c'est le cas pour beaucoup de ces médiévistes, en mettant au cœur de leur projet l'internationalisation des savoirs en Europe, et en travaillant individuellement en France et souvent en français (et bien sûr, aussi en allemand, anglais, etc.). Le Centre d'Études Médiévales (*Centrum medievistických studií*), a été conçu vers la fin des années 1990, avec quelques autres, comme un « centre d'excellence » commun à l'Université Charles et à l'Académie des Sciences, pour être capable de s'intégrer dans la course européenne à l'excellence, qui commençait alors à se formaliser, et de faire face aux exigences des programmes de l'ERC (*European Research Council*). Aujourd'hui, la qualité des chercheurs qu'il a formés est reconnue à l'échelle internationale, le centre accueille ses Fellows, ses invités étrangers, a ses programmes de pointe, publie chez Brill, possède ses collections chez d'autres grands éditeurs internationaux. Dans cette *success story*, et celle d'au moins trois autres Centres d'excellence du même type, aux identités très différentes, il faut rappeler le rôle de l'Institut de Philosophie de l'Académie des Sciences, devenu en vingt ans une fédération pluridisciplinaire d'équipes.

Ces transferts Est-Ouest, on les retrouve dans l'expérience du Master européen Erasmus Mundus Téma, mis en place par Lenka Klusáková à l'Université Charles de Prague et Gábor Sonkoly à l'université ELTE de Budapest, en partenariat avec l'EHESS et l'université italienne de Catane.

Qu'on me permette encore, en revenant plus directement pour finir au CEFRES, d'y rattacher l'initiative personnelle d'un enseignant de l'université Charles, Martin Nejedlý, d'ailleurs aussi un collaborateur du CMS. Il a réuni depuis plusieurs années, de sa propre initiative, l'ensemble des boursiers français Erasmus à Prague et des doctorants tchèques dans un séminaire régulier en français. À partir de 2007, c'est avec lui que le CEFRES a redéveloppé son propre atelier des sciences historiques, en partenariat avec l'EHESS et des universitaires français.

J'ai souligné à plusieurs reprises la dimension des transferts Est-Ouest, non plus seulement des personnes (beaucoup de boursiers, de doctorants, de chercheurs, ont été accueillis et le sont encore en France et dans les autres pays d'Europe occidentale), mais de la dynamique de la recherche : c'est même cette dimension là, celle de l'auto-organisation de cette dynamique, qui me paraît l'un des plus grands succès de nos partenaires tchèques et centre-européens. Ils se sont engagés, comme tous les Européens, dans des programmes internationaux de structuration de la recherche et de l'enseignement supérieur, dans des programmes européens, dans les activités de la European Science Foundation, avec l'appui de leurs propres agences de financement de la recherche. Des partenariats avec la Deutsche Forschung Gemeinschaft ont même été forgés – ce qui pourrait inspirer l'Agence Nationale de la Recherche française. Ils se sont donc pleinement intégrés dans des réseaux multidimensionnels et internationalisés, qu'ils ont contribués par eux-mêmes à développer.

C'est dans ce monde tchèque et centre-européen renouvelé, actif, autonomisé, qu'est situé aujourd'hui le CEFRES, qui se doit de continuer d'être en phase avec eux. Le CEFRES, ici, ne doit pas forcément être l'initiateur : mais c'est avec ces partenaires, dans des projets communs conçus à une échelle vraiment européenne, qu'il continuera à avancer. Autrement dit, l'une de ses tâches originelle pourrait retrouver un nouveau départ : celle d'interface active et intelligente, de plateforme locale si l'on veut, dans la construction et l'accueil de projets communs aux équipes françaises et aux équipes tchèques et centre-européennes, de même que dans l'enrichissement de réseaux. À l'interface et en interaction, de plus en plus symétrique, et peut-être dans des formes de partenariat à redéfinir, entre la France et la République tchèque, entre la France et l'Europe centrale dans l'Europe.

## **Allocution de Lud'a Klusáková, Université Charles de Prague**

Parler du rôle des réseaux de recherches en sciences sociales à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du CEFRES de Prague permet de réfléchir sur les possibilités d'un chercheur indépendant et plutôt isolé dans un monde qui est devenu dans ces vingt dernières années « entretissé » ou « enveloppé » de filets invisibles mais omniprésents.

Les recherches scientifiques liées à l'enseignement et simultanément développées dans le cadre d'un réseau de coopérations scientifiques ne sont pas une nouveauté, dans une perspective historique, mais elles ont été transformées et élevées à un niveau supérieur, nous le savons tous très bien, grâce aux technologies informatiques et à l'intégration de la recherche encouragée et exigée par les structures de financement de la recherche.

Travailler dans un réseau est devenu une stratégie à la fois indispensable et fructueuse pour une équipe de recherche. Entrer dans un réseau ou en créer un n'est pas chose facile, surtout si l'on veut ou doit répondre aux propositions de travailler dans un cadre transnational – européen voire mondial. Les méthodologies, les langues de communication, les traditions d'écriture et de composition de texte deviennent importantes, or elles sont très diverses.

Le CEFRES a donc été établi à Prague à un très bon moment. Il est devenu un centre d'échanges d'idées, une pépinière de jeunes chercheurs, un promoteur de contacts entre individus et entre établissements académiques.

Au début de son fonctionnement, dans les années 1990 la Faculté des lettres a su contribuer au développement des échanges scientifiques surtout comme un port d'accueil – je me rappelle les conférences des premiers professeurs invités comme Bernard Lepetit, André Burguière, ou encore Jacques Revel, accueillis avec grand intérêt et curiosité par mes collègues historiens tchèques à la Faculté des lettres.

C'était l'époque de la naissance des *Cahiers de CEFRES*, qui présentèrent d'abord des travaux français en traduction, et fournirent des idées essentielles pour le développement des sciences sociales.

Bientôt, les collaborations progressèrent avec des projets communs, comme par exemple « Les mots de la ville » coordonné par Zdeněk Uherek et Laurent Bazac-Billaud présentés à plusieurs colloques publiés soit dans les *Cahiers de CEFRES* soit dans *Český lid*, une revue d'ethnologie publiée en tchèque.

Vers la fin des années quatre-vingt-dix, des liens ont été établis entre les universités sous les auspices du programme Socrates/Erasmus. La collaboration et les contacts avec les universités françaises ce sont très bien développés, non seulement en quantité mais aussi en qualité. Outre des échanges d'étudiants, nous avons développé aussi des échanges d'enseignants. Le CEFRES avec sa bibliothèque et ses conférences et ateliers de recherche est devenu très important pour tous les étudiants francophones, de n'importe quel pays et n'importe quelle université et une interface importante pour développer les liens entre les centres de recherche académiques en France et en Europe centrale.

La circulation des doctorants entre l'université et le CEFRES est très visible. Il s'agissait au début le plus souvent d'étudiants français en échange Erasmus à Prague qui souhaitent y retourner pour y effectuer une recherche dans le cadre d'un doctorat. Ou bien des étudiants tchèques qui, après une année en France, en Belgique ou ailleurs, désiraient maintenir leurs liens avec la communauté académique francophone. Ces deux groupes possèdent ainsi des caractéristiques intellectuelles particulières, outre le fait qu'ils ont vécu une expérience humaine unique.

Les liens avec des collègues français se sont intensifiés dès qu'est apparue la possibilité de créer, sous les auspices de 6<sup>e</sup> plan de la Commission européenne, un réseau d'excellence de recherche (CLIOHRES) qui a permis de multiplier les travaux communs – discussions, présentations, exposés, publications et aussi supervisions de thèses doctorales. La Commission européenne soutient la création des réseaux, à condition qu'ils deviennent indépendants dès le projet terminé. Cela signifie qu'il doit être capable de fonctionner sans financement européen. Il est tout à fait possible de fonctionner comme un réseau social virtuel sans soutien institutionnel. Mais pour continuer à travailler ensemble, des appuis sont nécessaires sous forme d'un établissement et de petites initiatives qui permettent de vraies rencontres, de vrais échanges.

Dans ce cadre, les activités du CEFRES ont créé une plateforme de collaboration mais en premier lieu de la diversité linguistique et diversité des traditions méthodologiques dans les sciences sociales. Avec l'appui institutionnel du CEFRES, nous pouvons apporter d'autres ressources et pas à pas tisser un filet de collaboration.

Pour la formation des étudiants c'est encore une fois Erasmus qui nous aide beaucoup. Avec Erasmus Mundus TEMA, nous avons su maintenir une collaboration longitudinale et la développer vers le haut, en créant un programme de master bilingue avec l'EHESS comme partenaire principal du CEFRES et avec le CEFRES comme partenaire associé au consortium TEMA. Nous sommes très fiers de ce projet car, en 2010, tandis que 200 projets étaient en compétition pour des EM, seuls 18 ont été reçus et parmi les 18 un seul projet était en science humaine et c'était notre TEMA coordonné par l'université Eötvös Lorand de Budapest. Établir un réseau, monter un projet, cela ne peut se faire sur une échéance courte. On doit surtout développer les liens et après les entretenir dans les années à venir. Le travail en réseau demande aussi de rechercher des liens outre le réseau, dans la région. Erasmus Mundus ne soutient que les relations avec les tiers pays. La collaboration avec les universités européennes est vitale pour la formation des étudiants et pour nos recherches.

Avec Erasmus Mundus TEMA, nous réalisons ceci dans une perspective large. Les centres français de recherche – l'Atelier franco-hongrois de Budapest, le CEFRES à Prague, avec l'EHESS, en collaboration avec les universités de Prague et de Catane, peuvent effectivement renforcer la circulation des idées et la discussion pluridisciplinaire ouverte sur la communauté académique entière. L'impact sur le plan humain est visible : les étudiants issus de cultures différentes font des progrès rapides et créent des liens entre eux. L'expérience transforme aussi les modes de travail des enseignants en mettant en œuvre un « enseignement électronique », des manuels communs numérisés. On découvre d'ailleurs qu'on a toujours besoin de contacts humains, de maintenir des flux intellectuels très vivants. Surtout, la formation des jeunes chercheurs en méthodologie est toujours très importante.

Le CEFRES est un partenaire, un lieu d'accueil et un outil unique qui transmet la richesse de la culture de la recherche, qui transmet des méthodes et une culture française de la discussion. Par ses activités, le CEFRES a dépassé le niveau d'un établissement de rayonnement local. Avec les liens en Europe centrale, avec les universités et les centres de recherche à Bratislava, Budapest, Varsovie et Vienne, si on ne parle que des institutions dans les capitales les plus proches, il est déjà devenu remarquable et a ouvert de surcroît des perspectives prometteuse que nous nous réjouissons de développer dans les années à venir.

### *Panel 3 – Penser les mutations internationales*

#### **Allocution introductive par Antoine Marès (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne)**

Depuis 1991, des mutations importantes ont eu lieu dans les relations internationales : au niveau européen, la remise en cause des habitudes sous l'effet des élargissements successifs et l'affirmation de la mondialisation dans le domaine économique qui ont déstabilisé les équilibres existants ; au niveau mondial, le rôle du terrorisme comme nouvelle forme de conflit global (symbolisé par le 11 novembre 2001), la pratique des ingérences armées pour soutenir la démocratie en plein développement depuis les années 1990, la généralisation d'un monde informatisé... de telle façon que nous sommes vingt ans plus tard dans un monde bien plus différent que ce n'était le cas en 1990 par rapport à 1970.

En termes de puissance, après une phase initiale consécutive à la chute de l'empire soviétique et de la puissance russe, on a cru pendant quelques années à l'émergence d'un système unipolaire à dominante américaine, qu'Hubert Védrine a qualifié d'hyperpuissance en 1999. Et aujourd'hui, nous assistons au contraire à l'affirmation du BRIC, ce sigle regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, ou BRICS (avec l'Afrique du Sud), tandis que le monde occidental cherche sa place, enferré qu'il est dans ses dettes, son manque de dynamisme démographique et économique et la difficile redéfinition de sa politique et de son identité.

Dans la pire des hypothèses, c'est un déclin inéluctable ; dans la meilleure, c'est une phase de transition d'où sortira un nouvel élan. La France en a l'habitude. Je rappellerai ici en historien qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, nombre d'observateurs considéraient que la France était en décadence, qu'elle était « finie ». Et il a eu le sursaut de la Guerre. De même, Staline en 1945 comptait le poids de la France en divisions et ne l'invitait pas dans l'organisation de la paix. Et puis il y a eu les Trente Glorieuses, comme les a baptisées Jean Fourastié, et c'est la France qui livrait des céréales à l'Union soviétique pour la nourrir. Donc le pire n'est jamais sûr. Et le XX<sup>e</sup> siècle a vu bien des rebonds.

Une dernière remarque avant de donner la parole aux orateurs de ce panel : j'ai pratiquement commencé ma carrière d'historien en participant à un vaste programme d'enquête orale auprès des collaborateurs de Jean Monnet, y compris auprès de ceux qui avaient parfois été des adversaires politiques : de son ancien chauffeur et garde du corps à Alger en 1943 à Maurice Couve de Murville en passant par les principaux acteurs de la construction européenne commençante. De cette expérience, j'ai retenu une leçon majeure : cette génération avait une vision de l'Europe et du monde. Or cette vision me semble avoir disparu au profit d'une gestion à la courte vue de nos horizons électoraux. Je ne parle pas ici seulement d'une « foi européenne » qui s'est maintenue jusqu'à François Mitterrand et Helmut Kohl, mais de visées à long terme. On a l'impression d'un brusque ralentissement du temps de la prévision, qui ne cesse de se réduire, et d'une accélération des évolutions qui interdit la projection dans autre chose que le moyen terme. Cela c'est la pratique. Avec ce paradoxe majeur qu'au même moment, les analyses millénaristes sur le temps long se multiplient, avec des cris d'alarme de plus en plus pressants sur la gouvernance de la planète Terre.

Quid de l'Europe centrale dans ce contexte ? C'est un observatoire privilégié de l'Europe. J'ai l'habitude de dire que l'espace tchèque est depuis le XVII<sup>e</sup> siècle un

sismographe de l'Europe. Et le CEFRES, dans sa pluridisciplinarité et la profondeur chronologique de ses travaux, a été et continue d'être un instrument majeur d'analyse, témoignant de l'intérêt de Paris et de sa compréhension de l'importance de l'Europe centrale en même temps qu'il est un instrument de formation qui irrigue aujourd'hui la recherche et l'enseignement supérieur. Une tâche qu'il convient de poursuivre et de développer.

Voici les quelques remarques que je voulais faire avant de passer la parole aux membres du panel, d'autant plus intéressant qu'il réunit au moins trois générations différentes, avec des expériences et des réflexions très diverses.



### **Allocution (notes) de Lukáš Macek (Sciences Po, Dijon)**

Dans mon intervention, je vais me limiter à un aspect partiel, mais essentiel des mutations internationales depuis une vingtaine d'années : l'intégration européenne.

Un centre de recherche français implanté en Europe centrale a-t-il quelque chose d'intéressant à dire sur ce sujet ? Ou alors, une fois 1989 et 2004 passés, il n'y a plus rien à dire, à apprendre, à analyser ?

La réponse est claire : il y a au moins autant à faire qu'en 1989 ou 2004.

En effet, la relation France – PECO dans le contexte de la construction européenne se caractérise par un enchaînement de malentendus et d'incompréhension qui donnent un vaste champ d'exploration pour les chercheurs en sciences sociales et posent problème sur le plan politique et constitue l'un des facteurs de fragilité de l'UE d'aujourd'hui.

La France et l'élargissement aux PECO : un rendez-vous assez largement manqué. Face à ce constat, tentatives de se détourner de l'Europe centrale – elles sont à écarter absolument.

1. Mieux comprendre les paradoxes français à l'égard de la construction européenne :
  - il est important de les faire comprendre aux Centre-européens
  - vu d'Europe centrale, ils sont peut-être plus faciles à comprendre
2. Mieux comprendre les paradoxes des PECO à l'égard de la construction européenne :
  - il est important de les faire comprendre aux Français et autres « anciens » États membres
  - il est utile de contribuer aux débats dans les PECO sur ces sujets, aider à les sortir de leur caractère souvent « auto-centré »
3. Essayer d'explorer les difficultés de la « fusion des mémoires » que l'UE à 27+ peine à accomplir...

Le CEFRES est un lieu privilégié pour faire tout cela – et bien davantage, car le sujet est vaste... Une parenté avec Dijon : ce sont des lieux non seulement à préserver, mais même à développer !

Toutefois sous certaines conditions :

- éviter la logique bilatérale France-RT (ou même juste France-PECO)
- ne pas rester dans une logique « area studies » sur l'Europe centrale

Il s'agit d'étudier les dynamiques européennes :

- à partir de/à travers/en tenant compte de la spécificité centre-européenne ;

- en réfléchissant sur l'UE à 27+ à travers sa construction progressive, intégrant progressivement de nouvelles aires à fortes spécificités – dont les PECO sont un exemple essentiel, mais pas le seul
- en vue des élargissements envisagés à l'avenir

## ***Panel 4 – De la transition à la régulation, économie et société***

### **Allocution de Jan Keller (Université d'Ostrava)**

Permettez-moi de traiter aujourd'hui d'une question qui me semble témoigner avec beaucoup de pertinence de la différence très sensible qui existe entre l'atmosphère intellectuelle en France et en République tchèque.

Il s'agit de la question des classes moyennes.

Le destin des classes moyennes retient en France une grande attention sans que ces dernières puissent être considérées comme véritablement en danger.

La situation des classes moyennes en République tchèque est extrêmement grave sans que cela n'éveille aucunement l'attention des sociologues ou des politiques.

La France a bien sûr un avantage ; comme elle inclut les catégories socioprofessionnelles dans ses recensements, on peut y observer sur un demi-siècle la composition des classes moyennes, comment elles évoluent et la mobilité ascendante ou descendante de leurs membres.

La sociologie française utilise aussi des outils quantitatifs pour déterminer les critères d'appartenance aux classes moyennes (par exemple le calcul du revenu médian des ménages). Un exemple d'étude approfondie de ce type est celle de Régis Bigot *Les classes moyennes sous pression* (2008).

Ces outils permettent d'observer l'évolution des classes moyennes et leurs perspectives à venir.

Dans les années 1980, l'optimisme était de règle : Henri Mendras parlait de *constellation centrale* [en français dans le texte NDT] et Catherine Bidou de ces *aventuriers du quotidien* socialement innovants.

Dans les années 1990, on entendit quelques mises en gardes.

Beaucoup ont pu considérer l'ouvrage de l'économiste Alain Lipietz *La société en sablier* (1998) comme une tentative de faire entrer en force la réalité dans un moule par trop artificiel né d'une idée séduisante. Il faisait néanmoins référence à une discussion des sociologues américains qui constataient la stagnation des revenus des membres des classes moyennes, eux-mêmes de moins en moins nombreux.

Cette année, Nicolas Bouzou, dans son livre *Le chagrin des classes moyennes* (2011), revient d'ailleurs sur le sujet qui préoccupait Lipietz.

À partir de l'année 2000, la sociologie française a pris la main sur ce sujet.

Louis Chauvel a joué un grand rôle avec ses analyses magistrales du risque de déclassement générationnel qui menace les classes moyennes (*Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX<sup>e</sup> siècle – 2002 ; Les classes moyennes à la dérive – 2006*).

En utilisant le critère des catégories socioprofessionnelles, les chercheurs observent le devenir d'importants segments des classes sociales : Pierre Bouffartigue : *Les cadres. Fin d'une figure sociale* (2001). Anne et Marie Rambach : *Les intellos précaires* (2001), puis *Les nouveaux intellos précaires* (2009).

Ou encore, pour un autre segment des classes moyennes : *Il faut sauver le petit-bourgeois* (Saint Victor, 2009).

La sociologie de la ville décrit, dans certaines de ses thèses, les classes moyennes comme la population la plus déstabilisée. Cela est très clair dans l'ouvrage de Jacques Donzelot : *La ville à trois vitesses* (2009).

L'inquiétude soulevée par la situation des classes moyennes se lit dans les titres de toute une série d'ouvrages :

Jean Lojkine : *L'adieu à la classe moyenne* (2005) qui fait bien sûr référence au célèbre ouvrage d'André Gorze : *Adieu au prolétariat*.

Les sociologues Guibert et Mergier ont pour leur part inventé le terme de « descendeur social » (2006) pour caractériser la direction prise par les classes moyennes.

L'on parle de plus en plus souvent de menace de déclassement. Je ne mentionnerai que deux exemples : *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions* (Eric Maurin 2009) et *Le Déclassement* (Camille Peugny 2009).

Les ouvrages de la sociologie française consacrés aux classes moyennes sont relativement plus nombreux que ceux de la sociologie tchèques, ce qui est normal.

Le piquant de la chose est néanmoins que les classes moyennes tchèques sont dans une situation bien plus grave que celles de France.

Ce que la sociologie française décrit sur un plan théorique est en train de se dérouler dans la société tchèque : la liquidation de l'État de providence.

L'an passé et l'année précédente ont paru en France deux ouvrages remarquables sur cette question : Dardot, P., Laval, Ch. : *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale* (2009) et Bonelli, L., Pelletier, W. (eds.) : *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse* (2010).

Ce que ces livres décrivent sur le mode de l'hypothèse, est en train de se produire en République tchèque. Les classes moyennes font les frais de la mise à mal de l'État providence [*sociální stát* NDT] à un point inimaginable en France.

Que se passe-t-il ? L'État providence était jusqu'à présent financé par trois instances :

- les entreprises
- les classes aux hauts revenus
- les classes moyennes

Dans un contexte de globalisation, les entreprises cessent de se comporter d'une façon socialement responsable (en République tchèque la situation est pire qu'en France).

Les hauts revenus ont sensiblement diminué leur participation au financement de l'État providence. (Ceci n'est pas encore le cas en France mais c'est manifeste en République tchèque.)

Aussi bien les entreprises que les classes supérieures cherchent à réinvestir leurs suppléments de bénéfices. La privatisation des systèmes publics d'assurance (retraite, santé, éducation) leur fournit une opportunité d'investissement.

Venons-en à la situation du troisième élément qui participe traditionnellement au financement de l'État providence : les classes moyennes.

La privatisation de pans entiers du secteur public et les transferts financiers en jeu ont deux conséquences pour les classes moyennes :

Le secteur public se réduit et licencie et les salariés restant voient leur salaire pratiquement stagner.

Les classes moyennes subissent une pression croissante (de la part du secteur public comme du secteur privé) pour remettre la part de revenu qui les sépare des classes inférieures aux assurances privées afin d'assurer son existence en dehors de son travail.

Les conséquences sont évidentes :

Il faut nous attendre à ce que le pouvoir d'achat des classes moyennes devienne comparable à celui des classes inférieures (selon la terminologie française : les classes populaires).

La part de revenu supplémentaire des classes moyennes est remise aux fonds privés d'assurances réelles ou fictives. Les conséquences pour l'État providence sont elles aussi évidentes : les classes moyennes n'ont aucun moyen pour financer les restes de l'État providence. Et ce parce qu'elles investiront leur part de revenu supplémentaire dans les fonds d'assurance privés afin de se démarquer, au moins de cette manière, des classes populaires.

Il n'y aura plus personne pour financer les restes d'un État providence.

Les classes moyennes seront les dernières proies des classes financièrement fortes.

Elles travailleront consciencieusement à la reproduction des biens de ceux dont l'argent ne se reproduit plus assez vite dans le secteur industriel ou des services.

C'est la voie décrite par Louis Chauvel qui mène en droite ligne à une repatrimonialisation de la société. Les grands biens de familles auront de plus en plus de valeur tandis que les revenus du travail stagneront pour la plupart. Dans une société repatrimonialisée, il n'est plus de place pour un État providence et de moins en moins aussi pour les classes moyennes.

Ces dernières sont en effet dépendantes des revenus du travail et non des patrimoines.

En tant que sociologue, je trouve ces faits passionnants. Les champs français et tchèque pourraient s'enrichir mutuellement. Les sociologues tchèques pourraient apprendre de leurs collègues français comment analyser les classes moyennes. Et les Français pourraient se convaincre en République tchèque que leurs études prospectives d'il y a quelques années étaient bien optimistes.

Mais on ne dit pas souvent que cette situation est la conséquence des réformes menées par le gouvernement tchèque de droite. Et l'on ne dit jamais que cette distribution des biens et des revenus ne permet pas la survie de l'État providence.



## *Panel 5 – Penser la violence*

### **Lieu et formes de la violence**

**Anne Gléonec (CEFRES)**

#### *A/ Violence versus pouvoir*

Je commencerai par revenir sur un texte d'Hannah Arendt, déjà évoqué, qui s'intitule *On Violence* ; un des textes les plus systématiques concernant notre thème, très utilisé encore, alors qu'il est daté de 1970, c'est-à-dire qu'il répond à une situation précise et double : celle de la guerre froide bien sûr, et celle des révoltes parcourant l'Occident, de celles des étudiants, aux Black Power, jusqu'aux dissidences d'Europe de l'Est. La thèse de départ d'Arendt est en fait plus un constat : « plus la violence est devenue, écrit-elle, un instrument douteux et incertain dans les relations internationales, plus elle a paru attirante et efficace sur le plan intérieur et particulièrement dans le domaine de la révolution »<sup>1</sup>. Quant au but, il est clairement ici de s'attaquer aux apologies alors foisonnantes de la violence, au premier chef celle reprenant Fanon, Sartre, ou Sorel. Or, la problématique à laquelle nous convie Arendt pourrait se résumer comme suit, et garde bien, elle, toute son actualité : ces apologies de la violence partagent avec toutes les traditions philosophiques et politiques qu'elles sont censées déconstruire un lien fondamental et secret, celui d'une confusion entre le pouvoir et la violence. Qu'y a-t-il derrière cette confusion qui sert d'alibi à ceux qu'on appelait alors les activistes ? Je ne donne ici que la trame la plus simple d'un texte qui est extrêmement dense, parce qu'il reprend tant ces apologies elles-mêmes dans leur texte, que les plus grandes pensées politiques. Ce qui ressort de cet affront de la quasi-totalité de la philosophie politique, disons simplement que c'est le terme-clé de la confusion : le terme de domination. N'est-ce pas en effet comme rapport de domination entre gouvernants et gouvernés, lequel s'analyse à son tour en termes de commandement et d'obéissance, qu'une majeure partie de la pensée a compris le rapport politique, des Grecs jusqu'à Weber ? Et n'est-ce pas là justement la source de ce que l'on va très longtemps nommer la « violence légitime », une fois le pouvoir lui-même compris comme coercition, pouvoir de *l'homme sur l'homme* ?

Si sans doute, et cela doit déjà indiquer selon Arendt la méprise fondamentale qui à l'époque ne cesse pourtant de se répéter et de se renforcer dans la rencontre des sciences de la nature et des sciences humaines comportementalistes, méprise nous interdisant de penser le sens politique de la violence, ou mieux puisqu'Arendt en fait justement un élément anti-politique, son omniprésence dans l'espace public : cette méprise consiste à penser la violence depuis le rapport interpersonnel de l'homme à l'homme, comme pouvoir de l'homme sur l'homme, au singulier donc. S'il y va d'une méprise, c'est qu'ainsi nous nous condamnons à deux écueils certains. Le premier consiste à ramener la violence dans le giron des affects et des émotions, et à ainsi se rendre incapable de l'éclairer, parce que toute émotion est en puissance pathologique, et qu'on se condamne alors à ne comprendre la violence qui en découle ou y répond, que comme une irrationalité, qu'il ne saurait plus être question de juger, ou de critiquer. Sur le fil plus naturaliste, explosant dans les sciences comportementalistes d'alors, mais déjà au fondement – comme le dira Benjamin – des théories du *jus naturale*, le second

---

<sup>1</sup> Hannah Arendt, *Sur la violence*, Calmann-Lévy, Paris, 1972, rééd. Pocket, 1994.

écueil cède à la facile réduction de la violence à un sombre instinct, et en vient ainsi, bon gré mal gré, à la légitimer.

Ce faisant, depuis ces deux écueils attenants parce que relevant d'une même méprise, on rate selon Arendt quatre moments essentiels pour penser la violence. En la ramenant, d'abord, à l'irrationalité, on laisse en effet échapper ce qui est pourtant sa raison d'être et son mode opératoire : son caractère instrumental. La violence se rapporte à la dichotomie moyens-fins, et c'est depuis là, et non depuis les prétendues explosions collectives de l'instinct, qu'on en comprend le si grand empire dans l'histoire politique. Or, c'est depuis là aussi que l'on comprend, dans un second temps, que son contraire n'est pas dans cet espace la non-violence, qui reste elle aussi dans le sein de cette dichotomie, mais quelque chose qui n'a justement pas lieu dans les rapports singuliers de l'homme à l'homme, mais seulement au pluriel : le pouvoir. Celui-ci, dit Arendt, correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée ; il appartient à un groupe et continue de lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé. Le « aussi longtemps », la possible cessation, est ce qui nous amène directement à la violence, qui même dans les régimes totalitaires, dans la terreur, n'est jamais le fondement du pouvoir, bien qu'elle soit son instrument privilégié<sup>2</sup>. La formule du Pouvoir extrême, dira enfin Arendt serait le « tous contre un » auquel s'opposerait la Violence, qui est l'« un contre tous ». « Un contre tous », et non « un contre un » : cette différence essentielle posée par Arendt, signifie non seulement que la violence tente de prendre lieu et place du pouvoir quand celui-ci s'affaiblit, entre dans l'impuissance<sup>3</sup>, mais aussi et surtout que toute violence s'origine d'abord dans un rapport à un pôle pluriel et symbolique.

### *B/ Violence et Loi*

Pour comprendre ce dernier, sans doute faut-il rappeler le pôle symbolique qui, aux yeux d'Arendt, est la plus grande matrice de la réduction du pouvoir à la violence, parce qu'il est au sein de l'espace politique quelque chose comme la figuration de celle-ci, ramenée dans les autres ouvrages arendtiens – particulièrement dans *Between Past and Future* et son essai sur l'autorité –, à la pensée de Platon et à sa reprise par la politique romaine, et surtout chrétienne : le pôle, bien sûr, de la Loi. La loi n'est pas à l'origine un office politique, mais bien pré-politique, ce pourquoi dans la Grèce archaïque elle peut être faite par un seul homme, qui plus est tout à fait étranger à la cité. Ce qu'elle figure, sur le modèle non de la *praxis* mais de la *poiesis* faisant toujours violence à la nature, se la soumettant, c'est une modification du monde, l'advenue d'une nouvelle norme, brisant l'ancienne, et inséparable de ce caractère impératif que

---

<sup>2</sup> Hannah Arendt, *Sur la violence*, *op.cit.*, p. 150-151 : « Il n'y a jamais de gouvernement qui soit exclusivement fondé sur l'emploi des moyens de la violence. Même le chef d'un régime totalitaire, dont la torture est le premier instrument de gouvernement, a besoin, pour son pouvoir, d'une base : la police secrète et son réseau d'indicateurs. Seule la constitution d'une armée de robots, qui éliminerait complètement, comme nous l'avons indiqué, le facteur humain, et permettrait à un homme de détruire quiconque en pressant simplement sur un bouton, pourrait permettre de modifier cette prééminence fondamentale du pouvoir sur la violence. »

<sup>3</sup> Hannah Arendt, *ibid.*, p. 157 : « En résumé, il ne suffit pas de dire que, dans le domaine politique, il ne faut pas confondre pouvoir et violence. Le pouvoir et la violence s'opposent par leur nature même ; lorsque l'un des deux prédomine de façon absolue, l'autre est éliminé. La violence se manifeste lorsque le pouvoir est menacé, mais si on la laisse se développer, elle provoquera finalement la dissolution du pouvoir ».



les juifs et les chrétiens, nous dit Arendt, établiront définitivement dans l'espace tant théorique que politique, renforçant ainsi le cercle magique de la domination de l'homme sur l'homme.

Or Arendt nous mène ici directement à Walter Benjamin, et à l'idée tant reprise de sa critique de la violence, d'une impossibilité de penser, de critiquer, c'est-à-dire de juger pour elle-même la violence, hors de ce rapport à la loi, et au droit. Toute violence est dans ce cercle de la loi, parce que la loi est elle-même le moment originaire de la violence : cette violence fondatrice, que la violence conservatrice répète. C'est à elle, disait Benjamin dans le fameux texte de 1921, *Zur Kritik der Gewalt*, qu'il faut ramener paradoxalement tant les situations de révolution, visant à renouer avec la violence fondatrice, que l'acceptation par les États du grand banditisme, que notre propre fascination pour les grands criminels, comme pour les grandes terreurs. Car, ce qui ici à chaque fois se joue, et c'est cela justement qui fascine, c'est la volonté de renverser la loi en dévoilant la violence fondatrice, c'est-à-dire sa fondamentale illégalité. Il faut donc penser la violence au-delà du légal et de l'illégal, de l'autorisée-non-autorisée, puisqu'elle les précède, comme il faut donc, dans la langue d'Arendt encore, la savoir toujours illégitime, ce qui ne signifie pas injustifiée. En un mot : la violence est à penser, et c'est là l'immense difficulté, à la fois au-delà et en deçà de la morale. Au-delà parce que toute fondation est violente, et que la loi est elle-même très difficilement discernable de la morale, d'être un des pôles de sa création. En deçà parce c'est la justification et non la légitimation qui est ici en cause, pour ce qui n'a jamais de passé, est l'absolu présent de la fondation, violant le passé, ou l'instrument d'une fin se situant dans le futur<sup>4</sup>.

#### *C/ En lecture de Derrida : auto-immunité, terrorisme, génocide*

C'est cette difficulté abyssale qui amènera Derrida en lecture de Benjamin, à parler dans *Force de loi* d'une double indécidabilité de la violence<sup>5</sup>, en reprenant Benjamin là où son texte s'arrêtait : l'opposition, au conditionnel, de la violence fondatrice / conservatrice, dite « mythique », et d'une violence pure, non instrumentale, qui serait divine, pour lui opposer le caractère fondamentalement impératif, c'est-à-dire aussi impérialiste, de tous les monothéismes<sup>6</sup>. Dans *Le concept du « 11 septembre »*, Jacques

<sup>4</sup> Hannah Arendt, *ibid.*, p. 153 : « Aussitôt que plusieurs personnes se rassemblent et agissent de concert, le pouvoir est manifeste, mais il tire sa légitimité du fait initial du rassemblement plutôt que de l'action qui est susceptible de le suivre. Lorsque la légitimité est contestée, elle cherche à faire appel au passé, tandis que la justification se réfère à un objectif dont la réalisation se situe dans le futur. La violence peut être justifiable, mais elle ne sera jamais légitime. Plus les objectifs invoqués se trouvent à lointaine échéance, moins la justification paraîtra convaincante ».

<sup>5</sup> Jacques Derrida, « Prénom de Benjamin », in *Force de loi*, Galilée, Paris, 1994, p. 131 : « Pour schématiser, il y aurait deux violences, deux *Gewalten* concurrentes : d'un côté, la décision (juste, historique, politique, etc.), la justice au-delà du droit et de l'État, *mais sans connaissance décidable* ; de l'autre, il y aurait connaissance décidable et certitude dans un domaine qui reste *structurellement celui de l'indécidable*, du droit mythique et de l'État. D'un côté la décision sans certitude décidable, de l'autre la certitude de l'indécidable mais sans décision. De toute façon, sous une forme ou sous une autre, l'indécidable est de chaque côté, et c'est la condition violente de la connaissance ou de l'action ».

<sup>6</sup> Disons que si l'on doit à Benjamin d'avoir mis en lumière la complexité potentielle de la violence dans les démocraties libérales fondées sur la séparation des pouvoirs, en ayant analysé sa démultiplication, son caractère fantomatique, diffus, sur l'exemple de la police, d'une police

Derrida part ainsi du concept de terrorisme et de son lien à une nouvelle forme de guerre menée justement au nom de la religion, toujours monothéiste, qu'elle soit juive, chrétienne, ou islamique, avec pour question centrale l'excès absolu de la violence qui s'y déploie, sous la forme hyper-paradoxe de deux sources, et remettant sur le devant de la scène la guerre, un autre type de guerre que celui qu'Arendt voyait finir. Deux sources qui dessinent la figure hybride de nos guerres : la plus grande technicité tant de l'armement que des moyens de violence, potentiellement multipliée à l'infini par les nanotechnologies, et le caractère radicalement primitif des guerres des vingt dernières années, des génocides, perpétrés au nom même de la religion. Contre l'idée d'un vague retour du religieux, tout comme contre l'idée d'une dégénérescence de l'instinct, d'une sorte de folie collective, la thèse de Derrida est de comprendre cette nouvelle forme duale de la violence contemporaine depuis la rencontre entre la religion et la technique. Une rencontre elle-même analysée depuis le paradigme immunitaire, et qui nous met face à une étrange dialectique que je tente de résumer comme suit, malgré la difficulté de *Foi et savoir* – ouvrage qui le premier la dévoilait : l'hégémonie, la sécularisation, l'impérialisme principiel de la religion monothéiste, loi de l'indemne, est tel une immense entreprise d'immunisation, dont la technique fut un moyen capital. Mais comme toute immunisation, arrivée à son point limite, à son moment paroxystique, elle se retourne contre elle-même. L'aporie auto-immunitaire, c'est ici le mouvement par lequel le moyen se retourne contre la fin qu'il servait, les anticorps « au chômage », dira Derrida, contre le corps même qu'ils devaient protéger. *Quid* de cette aporie en regard de nos guerres ? La déréalisation, l'abstraction et la dissociation qui soutiennent la technique se retournent contre ce qu'ils devaient servir, la religion fondamentalement ancrée dans la nécessité de l'inscription et de l'incarnation. Le sentiment d'expropriation et d'éloignement de soi qui en découle pour celle-ci explique la forme primitive des guerres qui se livrent en son nom : vengeance des corps et sur les corps. De cette « nouvelle violence archaïque », qui est le *présent* de la violence qu'il nous reste à penser, je ne rappelle pour conclure que la description qu'en donnait Derrida, dans cet ouvrage dont on reprend les concepts sans toujours en saisir l'origine et donc la force : « On se venge contre la machine expropriante et décorporalisante en recourant – en revenant – à la main nue, au sexe ou à l'outil élémentaire, souvent à l'« arme blanche ». Ce qu'on appelle les « tueries » et les « atrocités », mots qu'on n'utilise jamais dans les guerres « propres », là où justement l'on ne compte plus les morts (obus téléguidés sur des villes entières, missiles « intelligents », etc.), ce sont les tortures, les décapitations, les mutilations de toute sorte. Il y va toujours d'une vengeance déclarée, souvent déclarée comme revanche sexuelle : viols, sexes meurtris ou mains tranchées, exhibition de cadavres, expédition des têtes coupées, qu'on tenait naguère, en France, au bout d'une pique (processions phalliques des « religions naturelles ») »<sup>7</sup>.

---

qui brouille les cartes entre violence fondatrice et violence conservatrice – produit la loi qu'elle est censée seulement appliquer –, au point que la première perd son sens et sa visibilité, et partant sa capacité à limiter les usages de la violence, l'on doit par contre à Derrida de lui avoir emboîté le pas, mais en défaisant l'idée devenue commune d'une religion non mythique qui déferait le lien entre violence et sacré.

<sup>7</sup> Jacques Derrida, *Foi et savoir*, Seuil, Paris, 2000, p. 81.

## La violence au Moyen Âge

Éloïse Adde (CEFRES)

La violence peut-elle être appréhendée de manière historique ? Peut-on faire une histoire de la violence ? Cette tentative a-t-elle même une valeur scientifique ? L'une des grandes tentations de l'historien est de montrer, à travers la matière sur laquelle il travaille, qu'il assiste à une réalisation irréfutable et inéluctable du progrès, en marche depuis la nuit des temps, proposant une vision téléologique des événements. Dit comme cela, mon propos peut sonner quelque peu caricatural. Pourtant, cette approche ne laisse pas de faire des émules encore aujourd'hui. Pour s'en assurer, il suffit de considérer le propos défendu dans *l'Histoire de l'homicide en Europe de la fin du Moyen Âge à nos jours*<sup>8</sup>. Si les douze historiens et sociologues chapeautés par Laurent Mucchielli et Peter Spierenburg se sont employés à redonner leur juste valeur aux statistiques, ils n'en déduisent pas moins d'elles qu'il s'est opéré un recul régulier des homicides jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle dans le cadre d'une plus forte répression et de la construction de l'État et, s'ils portent un coup à la théorie du processus de civilisation formulée par Norbert Elias, c'est juste parce qu'ils constatent une recrudescence des faits de violence physique, au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle ; de fait, ils cautionnent l'idée d'un recul de la violence corrélativement à l'affirmation de l'État, de la police et du système judiciaire.

Dans une telle logique, puisqu'il y a progrès, c'est donc presque naturellement, voire même inconsciemment, que le Moyen Âge est montré du doigt comme une période noire, sanguinaire, où la violence aurait joué un rôle central. L'image est largement colportée par les films et autres jeux vidéo qui prennent la période pour décor privilégié d'une barbarie débridée qui semble si bien lui aller. On l'a vu récemment avec la fusillade d'Utoya à Oslo. Dès que le lien entre l'événement et les organisations terroristes arabes a été démenti, les journalistes n'ont pas trouvé mieux que d'associer, quoique de manière parfaitement anachronique, le criminel Andres Breivik à un combattant d'un autre temps, sorti tout droit de l'ordre des chevaliers teutoniques ! Comme si cette violence gratuite et brutale à l'extrême n'était plus en mesure d'être saisie par les catégories mentales de notre société et devait donc nécessairement renouer avec cette époque reculée pour être « comprise » !

L'association de la violence avec le Moyen Âge et la mauvaise réputation qui s'attache à cette période ne datent pas d'hier. Renouant avec la culture gréco-latine, les humanistes de la Renaissance se sont très vite évertués à distinguer les temps dont ils se faisaient les chantres des siècles d'égarement que représentait à leurs yeux la période allant de la fin de l'empire romain aux Temps Modernes. Conscient d'incarner un esprit nouveau, Flavio Biondo (1392 ou 1388-1463) fonde ainsi l'expression de « Moyen

---

<sup>8</sup> Laurent MUCCHIELLI, Peter SPIERENBURG (dir.), *Histoire de l'homicide en Europe de la fin du Moyen Âge à nos jours*, La Découverte, Paris, 2009.

Âge » à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, sanctionnant ainsi la fin de quelques dix siècles d'obscurantisme.

L'image d'un Moyen Âge brutal et sanguinaire est donc avant tout une construction, produite par une foule d'historiens, même les plus scrupuleux. L'historiographie n'en finit pas de dépeindre des conflits médiévaux qui s'enracinent dans le temps – et entretiennent un sentiment fort d'insécurité, pour atteindre, telle la Guerre de Cent Ans, des durées dépassant l'entendement humain, *a fortiori* à une époque où l'espérance de vie était considérablement réduite. Pourtant, la guerre possède un caractère sporadique au Moyen Âge et la Guerre de Cent Ans n'a de cent ans que le nom qu'on a bien voulu lui donner, les souverains anglais et français ayant passé l'essentiel des années allant de 1337 à 1453 à trouver un compromis censé mettre un terme au conflit<sup>9</sup>.

S'appuyant sur les problèmes économiques qui caractérisent les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, Johan Huizinga a pour sa part enraciné l'idée forte d'une émotion nourrie par les guerres, la peste, la famine et prédisposant à une violence prête à éclater à tout moment<sup>10</sup>. Les historiens ont tendance à privilégier les crimes sensationnels (affaires politiques, crimes liés à guerre), décrivant la cruauté des tortures et le goût de la foule pour les exécutions publiques, confortant l'image d'une violence floue et latente. La part du phantasme et de la projection est encore indéniable dans le travail de l'historien. Les grands mythes que par exemple sont le droit de cuissage ou la sorcellerie et la chasse aux sorcières, dont le caractère artificiel a été heureusement démontré par des historiens comme Alain Boureau ou Claude Gauvard<sup>11</sup>, en sont un exemple révélateur et rendent compte de la difficulté de faire place à la plus grande objectivité possible lors du travail sur les sources et le passé.

Contrairement aux idées reçues, l'homme médiéval ne craignait pas quotidiennement et de manière démesurée pour sa vie. Il n'était pas plus soumis à la violence que celui d'aujourd'hui et alimenter l'idée d'une régression de la violence correspond à un leurre, à une vision moralisante de l'histoire, allant du mal vers le bien, qui n'a aucun fondement scientifique valable.

Si l'on veut appréhender la violence d'une manière historique, ce n'est pas sur ce terrain qu'il nous faut réfléchir, mais nous interroger plutôt d'une part sur les formes

---

<sup>9</sup> Sur ce point, voir Jean-Marie Mœglin, « L'invention de la guerre de Cent Ans », programme de recherche à l'EPHE, ainsi que les contributions du même auteur : « À la recherche de la 'paix finale' pendant la Guerre de Cent ans. L'exemple des relations entre les rois d'Angleterre et de France au XIV<sup>e</sup> siècle », in : Gisela Naegle (éd.), *Faire la paix et se défendre à la fin du Moyen Âge. Actes du colloque de Paris, 11-12 janvier 2010* ; « Qui a inventé la guerre de cent ans ? Le règne de Philippe VI dans l'historiographie médiévale et moderne (vers 1350 vers 1650) », in : *Écritures de l'Histoire (XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles). Actes du colloque 'méthodes et écritures de l'histoire XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle'*, Bordeaux, 19-21 septembre 2002), Genève, 2005, p. 521-543.

<sup>10</sup> Voir Johan HUIZINGA, *L'Automne du Moyen Âge*, Paris, Payot (Petite Bibliothèque Payot), 2002 (1919).

<sup>11</sup> Sur le droit de cuissage, voir Alain BOUREAU, *Le Droit de cuissage. La Fabrication d'un mythe, XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel (Évolution de l'humanité), 1995. Quant à la sorcellerie et aux sorcières, je renvoie à Claude GAUVARD, *La sorcellerie en France à la fin du Moyen Âge : un crime de femme ?*, Conférence prononcée au CEFRES le 20 octobre 2011 ; de la même historienne : « Paris, le Parlement et la sorcellerie au milieu du XV<sup>e</sup> siècle », in : J. Kerhervé, A. Rigaudière (sous la direction de), *Finances, pouvoirs et mémoire, hommages à Jean Favier*, Fayard, Paris, 1999, p. 85-111.

qu'elle prend au fil des époques et, d'autre part, sur le rapport que les hommes entretiennent avec elle. Il est d'ailleurs impossible de saisir la réalité de la violence ; nous ne travaillons que sur son expression, sa mise en forme et, par conséquent, nous ne cernons que ce qu'elle reflète des normes que la société et l'État imposent et qui se trouvent, par le délit, contestées. À partir des archives judiciaires sur lesquelles elle a travaillé dans sa thèse phénoménale consacrée à la violence au Moyen Âge, Claude Gauvard remarque que ce sont les crimes contre les biens qui dominent à cette époque et qu'il faut attendre le début du XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir s'imposer les crimes contre les personnes<sup>12</sup>. Si cette observation nous permet de relativiser la dangerosité de la vie au Moyen Âge pour l'homme, elle rend également compte de la concentration à cette époque sur les brigands et mendiants qui risquaient des peines bien plus dures que le meurtrier. Alors que le vol était considéré comme prémédité, répondait à un besoin précis et permanent, le meurtre était compris comme un accident, comme le résultat d'une surenchère, d'une escalade dans la violence malheureuse.

C'est avec le temps que la violence s'est posée comme un problème. Le regard que l'homme médiéval porte sur elle est bien différent du nôtre. L'étymologie latine du mot l'indique : *violence* est construit sur *vis*, la force en latin, qui prend par la suite le sens de violence au sens de puissance, vertu (d'un remède), valeur (monnaie)<sup>13</sup>. Le terme de violence ne comporte pas cette connotation négative au Moyen Âge. Elle est même un mode d'action positif, naturel, normal, au sens de conforme à la norme. Claude Gauvard s'est ainsi efforcée de redonner sa juste place à la violence dans la société médiévale. Prenant le contre-pied d'une violence médiévale interprétée comme le débridement de l'homme qui n'aurait pas su s'observer lui même ni les autres – approche qui se situe dans la lignée de Nobeit Élias –, elle insiste sur le fait que la violence criminelle, pour les siècles qu'elle connaît (XIV<sup>e</sup>–XV<sup>e</sup>) est l'objet de règles spécifiques, d'un code de l'honneur parfaitement intériorisé et contraignant, plutôt que de pulsions. Le recours à la notion de pulsions serait un leurre, une invention de l'État en voie de s'affirmer et de l'Église, institutions soucieuses d'imposer leur contrainte : la désignation de la violence comme pulsion est pour elles le moyen de prouver qu'elles sont nécessaires pour soigner le « corps malade » qu'est selon elles la société<sup>14</sup>.

Notre regard sur la violence, sur celle qui est à l'œuvre dans le passé, est le résultat d'une évolution constante qui donne à l'individu un rôle de plus en plus affirmé, pour lui même. Avec la recentration du regard sur l'individu, le besoin de sécurité, phénomène nouveau qui apparaît de manière concomitante avec le mouvement réformateur à la toute fin du XV<sup>e</sup> siècle et au début du XVI<sup>e</sup>, pour s'enraciner largement dans la société au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>, fait de la violence un acte résolument intolérable et négatif. Réparatrice au Moyen Âge pour laver de l'injure, la violence n'est plus vécue que comme une violation insoutenable dans un rapport nouveau, refondé, à soi et à son propre corps.

---

<sup>12</sup> Claude GAUWARD, « *De grace especial* ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991 (rééd. 2010). 2 vol.

<sup>13</sup> François MARTIN, *Les mots latins*, Hachette, Paris, 1976.

<sup>14</sup> Ces mécanismes sont mis au jour par : Pierre LEGENDRE, *L'amour du censeur : essai sur l'ordre dogmatique*, Seuil, Paris, 2006.

<sup>15</sup> Jean DELUMEAU, *Rassurer et protéger, le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, Fayard, Paris, 1989.

## **Violence et coup d'état militaire au Chili ; de l'exception à la norme, de la force sur la raison**

**Sébastien Durrmeyer**

La violence est une des composantes marquantes de la représentation faite de l'Amérique Latine. Cette image est renforcée par l'actualité immédiate allant dans le sens d'une instabilité politique qui semble innée reprenant le jugement sans nuance de Tocqueville statuant que « l'Amérique du Sud ne peut supporter la démocratie » et que l'instabilité politique y semble chronique, le recours au putsch un *modus operandi* presque accepté. La violence y trouverait sa place « naturelle », motif majeur d'une composition où se mêlerait *narcos*, bandes armées, hommes en treillis, le tout dans un décor exotique allant des jungles tropicales aux déserts arides.

Le magma ainsi produit ne permet pas de distinguer les différences zonales et les spécificités socio-historiques ; le Chili appartient à un ensemble bien particulier et semble même se singulariser dans l'espace défini comme « cône sud » auquel on l'associe.

Comme l'Argentine ou l'Uruguay, il appartient à ces états qui se définissent par un fort attachement au républicanisme, mais son isolement géographique du reste du continent, fait de lui une île, une fréquente anomalie dans le déroulement de la trame des faits historiques et politiques.

Souvent à contre courant, l'identité nationale chilienne se définit également par ses conquêtes militaires, par son armée de tradition prussienne, et son exploitation rationnelle des ressources naturelles.

Son rapport à l'État, à la force et à la violence est lui aussi singulier et la différence d'interprétation de la signification du coup d'État de septembre 1973 reste au centre des débats comme un élément de discordance au sein de la société civile chilienne.

Dans cette perspective, la violence se différencie de la force, non pas dans la recherche d'un consensus autour de son utilisation, mais parce qu'elle devient un argument de cette légitimation et non une cause.

On s'éloigne de la violence de droit positif définie par Walter Benjamin dans sa « critique de la violence », sanctionnée par l'État et quelque part génératrice de droit, pour devenir « violence » selon le concept d'Arendt qui apparaît lorsque le pouvoir est menacé, se substitue au pouvoir lorsque laissé à son propre cours et dont les moyens dépassent les buts initialement prévus.

L'état militaire ne recherche pas de légitimité consensuelle ; il sait qu'il ne l'obtiendra pas du fait de la nature même de son action. Ce comportement crée une double logique, et l'usage de la violence devient un moyen que justifie une certaine hiérarchisation des priorités, des buts. La lutte contre le communisme, le rétablissement de l'ordre public et la sortie de la crise économique justifient le recours à la violence par le gouvernement militaire.

Personne aujourd'hui au Chili ne semble remettre en cause le fait qu'un coup d'état ait eu lieu ce jour là, marqué par le bombardement du palais présidentiel de la *Moneda*, et la mort de l'une des figures de proue du marxisme latino américain, chantre de la « révolution par la légalité », Salvador Allende, marquant la prise de pouvoir par la

junte militaire. Ce qui est toujours sujet à discussion en revanche, c'est la validité de cet acte et le sens que l'une des parties de la population semble encore lui conférer.

En somme presque 40 ans après les faits et plus de 20 ans après le retour de la démocratie au Chili, pas de consensus n'a été trouvé pour définir et caractériser l'événement. Même la mort du général Pinochet fin 2006, n'a pas réussi à faire sortir de l'ornière historique ce point où achoppent les opinions opposées et qui est la marque d'une société qui a tendance à toujours être fortement polarisée.

### **La mise en place d'un cadre normatif de l'État**

Le déroulement de cette journée du 11 septembre 1973 représente tout d'abord un point de rupture dans la continuité du projet qui était incarné par Salvador Allende et par son gouvernement d'Union Populaire. La fin du leader, entourée de mystère jusqu'il y a peu, isolé dans son palais Bunker pilonné par l'aviation, donne derechef la teneur dramatique, presque scénarisée des événements. La population de Santiago dans sa grande majorité, assiste en direct, par radio interposée, à la chute d'Allende, et écoute le dernier discours qu'il prononce, toujours radiodiffusé, dans lequel il appelle les travailleurs chiliens à se défendre sans se sacrifier et à garder l'espoir que « plus tôt que plus tard » le jugement de l'histoire s'abattra sur ceux qui sont coupables de félonie et de trahison, et que de nouveau la liberté triomphera. Ce discours, qui est encore actuellement un point de référence pour la gauche chilienne, pose la première pierre de la contestation et de l'opposition au régime militaire qui se met en place avec le coup d'état, et dénonce la nature illégitime, antidémocratique, et imposée à « l'ensemble de la patrie chilienne et à l'ensemble des travailleurs chiliens » (selon les termes d'Allende). Il est aussi une ligne de fracture dans la société chilienne selon les principes de la lutte des classes – c'est-à-dire la division entre les travailleurs et le reste de la société. C'est en partie cette ligne de fracture qui va continuer d'exister après mutation et extension pour prendre la forme d'une division plus marquée entre putschistes et opposition démocratique.

Le coup d'État est appuyé au départ par les conservateurs et par une grande partie des milieux d'affaires qui dénoncent la dégradation des conditions économiques et qui, sous fond de guerre froide, ne veulent pas voir le Chili s'intégrer dans une logique cubaine. Argument qui reste fort de nos jours dans les rangs de l'Alliance, coalition de droite, et dont un grand nombre des membres considèrent le général Pinochet comme le sauveur de la nation chilienne face aux périls du communisme.

Les enjeux de cette crise chilienne de 1973 semblent alors suffisants pour permettre une action militaire forte, qui est également appuyée par les démocrates chrétiens.

Le coup d'État, le recours à la force est une des conditions indispensables du maintien de l'ordre, et se veut une tentative pour stabiliser le pays qui selon les détracteurs de l'Union Populaire se dirige vers une ruine inéluctable et vers une soviétisation de l'ensemble de la société.

Les putschistes, ne sont pas juste des militaires mais sont constitués d'une partie non négligeable de représentants politiques élus démocratiquement et faisant partie de l'opposition à Allende.

**La force** est un élément central de leur thèse et reprend d'ailleurs la devise nationale du Chili qui est, par la raison ou la force, « *Por la razon o la fuerza* ». La force étant aussi légitime que la raison et succédant à celle-ci lorsqu'elle vient à faillir.

Il s'agit de transférer un pouvoir illimité aux forces armées pour un laps de temps suffisant, à la manière des dictatures de la Rome antique, et de faire de Pinochet un Cincinnatus moderne, pour restaurer la stabilité tant économique que politique et sortir le Chili du chaos dans lequel certains le voit inéluctablement s'enfoncer.

Cependant, à la lueur des faits historiques, nous savons que ce qui est au départ un état d'urgence s'installe sur une longue période et ce qui est un usage de la force pour rétablir la stabilité pose en fait les fondations de l'usage systématique de la violence à des fins de répressions pour museler l'opposition et la réduire au silence. Ce développement illustre un de points de la théorie d'Arendt selon laquelle, si les buts pour lesquels la violence a été utilisée ne sont pas atteints rapidement, cette violence se répand dans tout le corps politique.

Les démocrates chrétiens, rangés sous la bannière du pouvoir militaire qu'ils veulent salvateur, sont les premiers à se rendre compte de l'écueil et de la rupture du pacte qui régie les relations entre civils et militaires. Comme le décrit Alfred Stepan, si certaines élites civiles légitiment le renversement de régime, facteur adjuvant, il est perçu comme illégitime que les militaires conservent le pouvoir sur un longue période. Les démocrates chrétiens deviennent dans cette optique, des opposants du régime militaire en place.

### **La violence comme marque d'une certaine pratique politique**

Si nous nous concentrons sur les événements de cet « autre 11 septembre », comme il est parfois appelé, et sur ses conséquences en termes de pratique de la violence (de comportements enclin à une grande brutalité, à un usage systématique et arbitraire de la violence), c'est qu'il va *de facto* mettre en place un régime de nature autoritaire, qui a certains traits du régime « bureaucratique militaire » défini par Linz dans *Régimes totalitaires et autoritaires*.

La violence des répressions va être féroce à l'égard des membres les plus indentifiables des partis politique de l'Union Populaire, dirigeants mais aussi syndicalistes, artistes, représentants du projet allendiste dans son ensemble. Cette violence prend des formes jusque-là inédites dans un pays qui, malgré les cahots de l'histoire et certaines tentations autoritaires, reste très attaché à son parlementarisme, et qui se veut fort d'une tradition républicaine séculaire marquée par l'importance des radicaux au pouvoir.

L'épisode du stade national reste un exemple de cette répression immédiate et massive. Construit pour accueillir la coupe du monde de football de 1962, il servit dès le lendemain du coup d'état du 11 septembre, et ce jusqu'en novembre 1973, de centre de détention dans lequel seront commis des actes de tortures, des meurtres et par lequel transitent plus de 40 000 prisonniers, souvent acheminés par la suite vers le camp de Chacabuco dans le petit nord. Le meurtre de Victor Jara, guitariste emblématique, suscite une rumeur tenace quant aux conditions de son exécution au stade national.

L'exhibition de cette « pornographie » de la violence est un message fort utilisé pour plonger l'ensemble du territoire dans la crainte et sert d'exemple pour instaurer un régime de peur. La peur de la disparition est également un des arguments qui contraignent l'opposition à se murer dans le silence. La caravane de la mort illustre ce phénomène d'élimination physique des cadres du Parti Socialiste, Communiste et du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), et aurait fait plus d'une centaine de morts entre septembre et novembre.

Le climat de terreur qui dure deux mois dans la foulée des événements du 11 septembre installe le Chili dans une crainte durable. L'opposition est désarticulée, beaucoup de ses



membres partent en exil, et ceux qui restent sont paralysés par la peur et totalement isolés.

Le poids de la violence physique marque les esprits. Le recours à la torture tend à se généraliser, faisant fi des différences générationnelles ou de genre.

La commission Rettig de 1991, appelée commission vérité et réconciliation fait état de 2279 morts durant la dictature militaire, et le rapport Valech de 2004 porte à plus de 27 000 personnes torturées pendant ces années, pour près de 150 000 emprisonnés. Il est difficile d'évaluer avec certitude le nombre des exils qui sont liés à la dictature, et de comptabiliser les retours après la restauration de la démocratie en 1990, mais cela concernait entre 150 000 et 200 000 personnes selon les chiffres du ministère des affaires étrangères et de l'institut de statistique chilien.

Près de 900 000 chiliens vivants à l'étranger n'ont toujours pas la possibilité de voter depuis l'étranger, résultat d'une des clauses de la constitution adoptée en 1980 pendant le régime militaire, à la suite d'un plébiscite dont la transparence démocratique est bien évidemment sujette à caution.

Cette constitution de 1980 est toujours en vigueur au Chili, et comporte des verrous institutionnels limitatifs contraignants pour une démocratie, dont l'essence de ce *binominalisme* forcé peut apparaître de nos jours comme une anomalie.

### Conclusion

La violence revêt au Chili un aspect particulier ; loin d'entrer dans le stéréotype des sociétés latino-américaine, son usage se singularise car il est à contre-courant d'une certaine dynamique historico-politico-sociale et parce que les interprétations autour de sa nature divisent encore la société chilienne et la polarisent.

Loin de faire l'unanimité, c'est l'ensemble de la question qui touche à l'héritage du régime militaire qui est sujet de discussion. Le recours à la violence entre de plain-pied dans la division entre état de droit et état de fait, entre usage de la force en mesure préventive ou recours à violence d'un régime autoritaire.

De même, nous pouvons nous demander quels sont les véritables enjeux de cette politique de mémoire qui semble s'essouffler à trouver des compromis et ne générer que des divisions. Les problèmes pour s'affranchir du déni, du tabou, et sortir de la polarisation systématique engendrée par le seul énoncé des faits constituent une source de blocage qui freine l'enracinement démocratique réel.

Nous pouvons nous demander si finalement, l'un des points les plus pernicieux et persistant du legs du *pinochétisme* ne serait pas, après avoir essayé d'institutionnaliser la violence, d'avoir réussi à institutionnaliser le *statut quo*.

### Sources

- H. ARENDT, *On violence*, New York, 1970.
- W. BENJAMIN, *Critique de la violence*, Paris 1971.
- J. LINZ, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, 2007.
- A. STEPAN et J. LINZ, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post Communist Europe*, Baltimore 1996.
- A. ROUQUIE, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris 1987.

A. TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris 1981 (1840).

Rapport de la commission chilienne Vérité et réconciliation, Report of the Chilean National Commission on Truth and Reconciliation ; Source: Report of the Chilean National Commission on Truth and Reconciliation (Notre Dame, Indiana: University of Notre Dame Press, 1993).

[Report.pdfhttp://www.usip.org/files/resources/collections/truth\\_commissions/Chile90-Report/Chile90-Report.pdf](http://www.usip.org/files/resources/collections/truth_commissions/Chile90-Report/Chile90-Report.pdf)

### **Bibliographie**

P. AGUILAR FERNANDEZ, *Políticas de la memoria y memorias de la política. El caso español en perspectiva comparada*, Madrid, 2008.

S. COLLIER et W. F. SATER, *A History of Chile, 1808-2002*, Cambridge, 2004.

C. HUNEEUS, *El Régimen de Pinochet*, Santiago, 2001.

C. HUNEEUS (ed.), *La reforma al sistema binominal en Chile: propuestas para el debate*, Santiago de Chile, 2006.

S. LEFRANC, *Politiques du pardon*, Paris, 2002.

G. MINK, J.C. SZUREK, *Cet étrange post-communisme. Rupture et transition en Europe centrale et orientale*, Paris, 1992.

T. MOULIAN, *Chile actual. Anatomía de un mito*, Santiago, 1997.

A. ROUQUIE, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris 2010.

G. SARTORI, *Théorie de la démocratie*, Paris 1973.

## *Panel 6 – Culture et politique*

### **Kultura jako téma mezinárodních vztahů**

**Jiří Hnilica (Université Charles de Prague)**

Budova Francouzského institutu ve Štěpánské ulici je příkladem mezinárodní spolupráce v oblasti kultury. I z toho důvodu, že se setkáváme na této půdě, chci konkretizovat avizované téma právě na příkladu česko-francouzských kulturních relací. Ty vznikají ve vlastním slova smyslu v období mezi válkami, definitivně se institucionalizují po ukončení druhé světové války, a přes dílčí stagnace získávají novou dynamiku opět po r. 1964 a následně po r. 1990. Právě v této době vzniká i instituce, která organizuje dnešní setkání a která sdílí prostory s Francouzským institutem. Díky ústavu CEFRES se stáváme tedy součástí historie a do budoucna předmětem studia česko-francouzských kulturních vztahů.

V mém příspěvku argumentace „vědou“ či „kulturou“ nemá rozměr interní komunikace v rámci českého prostředí, jak tomu bylo u příspěvku předcházejícího, ale naopak mě zajímá z pohledu vnějšího, kdy „kultura“ vystupuje na úrovni sebeprezentace jedné země v té druhé, navíc sebeprezentace řízené. Pozornost se bude tedy soustřeďovat především na ty aspekty tématu, kde může docházet k přímé intervenci státu do oblasti kulturní spolupráce.

Dle terminologie Alberta Salona se jedná o „action culturelle“ a nikoliv o tzv. „transfert culturel“, jenž operuje již s představou, že do kulturní výměny nezasahuje stát. Pro upřesnění podotýkám, že kulturní diplomacií rozumím aktivity zaměřené „vně“ a kulturní politikou ty zaměřené „dovnitř“ státu.

Nutno zdůraznit, že otázky kultury a kulturní politiky nejsou přirozeně novým polem výzkumu. Od dob Pierra Renouvina (případně Jeana Baptista Durosella) přestaly být mezinárodní vztahy pouhým pojednáním (zjednodušeně řečeno) o vazbách mezi vládami. Důležitým se stalo zkoumání „forces profondes“ (hlubokých sil), postupujících dějinami mezinárodních vztahů. Mezi tyto hluboké síly dějin můžeme samozřejmě vřadit „obraz druhého“, kulturní transfer a kulturní recepci.

Dobově se s terminologií operovalo odlišně a prameny k tématu je nutné hledat především v oblasti tzv. „intelektuálních vztahů“, „kulturních či školských vztahů“, či se dokonce můžeme – a o to je zajímavější si všimnout dobové terminologie – v této souvislosti setkat se slovy „propaganda“ či „propagace“ nebo typické francouzské „rayonnement“ případně „diffusion“. Zde je dobře patrný klíčový terminologický posun mezi meziválečným obdobím a dobou následující, kdy – především v souvislosti s rozvojem nacistické propagandy ve 30. letech – získává termín „propaganda“ velmi negativní konotace.

Nutno říci, že skutečný úspěch francouzského přístupu v oblastech kulturní diplomacie po roce 1918 spočíval především v tom, že Francie jako první tematizovala kulturu jako doplněk vlastního politického působení v zahraničí, potažmo propracovala systém vlastních kulturně-politických institucí. Je to případ i meziválečného Československa. Francouzský institut vzniká již v roce 1920 – americký institut, případně ten britský, vznikají s několikaletým zpožděním a to vždy dle přímého francouzského vzoru.

Po roce 1918 byl průnik francouzské kultury finančně podporován a konečně zhmotněn v podobě institucí. Příklad organizačního rámce je možno vidět v podobě pyramidy.

Francouzská kultura se měla šířit do země z centra (Francouzský institut), měla ovlivňovat především elity a následně měly tyto nyní již frankofonní elity násobit francouzský vliv v širší veřejnosti. Francouzský institut plnil v meziválečném období jinou funkci, než jak tomu bylo po roce 1945. Stál totiž v oblasti vysokoškolské výuky (nebyl tedy „pouze“ kulturním centrem), skládal se z jednotlivých sekcí, přičemž ty nejúspěšnější byly snad překvapivě sekce technická a lékařská. Propracován byl však také prostor středního školství. Na jedné straně vznikaly francouzské střední školy na území Československa (např. Praha), na druhé straně pak sekce na francouzských lyceích (Dijon, Nîmes, Saint-Germain-en-Laye). Sem mířilo každoročně několik desítek českých středoškoláků s cílem dosáhnout francouzského „baccalaureátu“. Zásadním rozdílem proti dnešní době byla skutečnost, že při svém vzniku byly tyto vzdělávací instituce vnímány jako integrální součást českého školství.

Další paradox mezi skutečností a „představou“ česko-francouzských vztahů je patrný i na stipendiích pro studenty vysokých škol. Československo velmi aktivně podporovalo vysílání studentů do Francie, ročně bylo uděleno dokonce 15-20 celoročních stipendií, tzn. dvakrát až třikrát více, než kolik jich směřovalo do jiných států. Ale přesto zůstal kontingent českých studentů v této zemi vždy jedním z méně početných v rámci střední Evropy. Přítomnost francouzských studentů v ČSR byla pak vlastně nulová a reciproční stipendia sloužila mimo jiné na udržení vyučujících Francouzského institutu. Navíc vždy z francouzské strany panovaly pochybnosti o kritériích výběru těchto studentů. Byli vybráni proto, aby přijeli studovat francouzskou hudbu či aby propagovali československou hudbu ve Francii? Nejednalo se tudíž o propagaci Československa ve Francii za francouzské peníze a nikoliv o formování československých elit „à la française“?

Z celkového pohledu je však na druhém místě důležité zdůraznit další bod úspěchu. Francouzská kultura je přijímána jako kultura „univerzální“, „hodnotná“, jako kultura, která inspiruje a posiluje vlastní kulturní ambice národů střední Evropy. Z tohoto postu francouzská kultura dobově nabízela alternativu a mohla vyvažovat silně pociťovaný vliv kultury německé. Což je téma, se kterým se často setkáváme v pramenech česko-francouzských vztahů. Proto je nutné spatřovat úspěch francouzského kulturního působení ve střední Evropě nejen ve vlastní koncepci kulturní diplomacie, ale především ve vhodných podmínkách, kdy byla francouzská kultura přijímána s otevřenou náručí. Slavnostní proslovy skloňovaly věty o politickém spojení, které má být upevněno spojenectvím kulturním, hovořilo se o spřízněnosti ducha, jenž má být podtrženo vzájemnou, „reciproční“ kulturní výměnou. Nicméně nutno říci, že bilaterální vztahy zůstaly vždy velmi jednostranné.

Zde bych chtěl zdůraznit zásadní rozdíl mezi oficiálním politickým „diskursem“ o spojenectví a konkrétní realitou. Jestli se smlouva o přátelství a spojenectví z roku 1924 ukázala jako „k ničemu nezavazující“ v nejistém září 1938, kulturní dohoda, která by skutečně zakotvovala finanční a praktické závazky obou stran nebyla – v tomto tolik legendami opředeném zlatém období českého frankofilství – nikdy podepsána.

Závěrem lze říci, že kultura je nedílnou součástí mezinárodních vztahů 20. století, studium této otázky odkrývá stereotypy vnímání, meze poznání druhého, rozdíly mezi oficiální politickou rétorikou a skutečností těchto vztahů. Do budoucna se nabízí nové směry dalšího výzkumu. Za pozornost stojí komparativní výzkum přístupu kulturní diplomacie velmocí v kontextu střední Evropy mezi válkami, případně komparativní studium peregrinace studentů v rámci Evropy v celém 20. století.

## Kultura a věda jako součást politických strategií na sklonku 19. století

Kateřina Piorecká

„*Rukopisné vystoupení mělo dodati váhy naší straně,*“ přiznával T. G. Masaryk. V polovině 80. let 19. století, kdy na stránkách vědeckého časopisu *Athenaeum* propukla polemika nad datací vzniku *Rukopisu královédvorského a zelenohorského*, však měl kroužek intelektuálů k politické straně daleko. Nicméně již v období let osmdesátých můžeme nalézt kořeny veřejné činnosti s celospolečenským dosahem, ovšem vědomě rezignující na prostředky politické moci. Již ve své době byly tyto snahy označovány jako **nepolitická politika**,<sup>1</sup> tedy pojmem aktuálním pro českou, resp. československou realitu i o sto let později. Jaký měly tyto snahy charakter? A co bylo jejich podstatou?

Alain Soubigou ve své masarykovské monografii hledá přesný pojem pro Masarykovu pozici, kterou si v českém politickém a širěji kulturním životě tento „*neochvějný nonkonformista*“ zvolil – vyvrací názor Bruce Garvera, který Masaryka nazývá „*outsiderem*“ české politiky a přiklání se k pojmu, jenž zvolil Harold Gordon Skilling, ač se mu to zdá příliš silné, přece jen vnímá Masaryka jako „*politického disidenta*“.<sup>2</sup> Co je podstatou Masarykova „*disidentství*“ a jaký je rozměr tendence, již tradičně v českém prostředí nazýváme **nepolitickou politikou**?

Pojem **nepolitická politika** explicitně vyslovil jako bonmot počátkem 90. let 19. století ve vídeňském parlamentu tehdejší ministerský předseda hrabě Eduard Taaffe<sup>3</sup> a T. G. Masaryk s ním začal pracovat s odkazem na Karla Havlíčka Borovského, kterého považoval za tvůrce pojmu „*nepolitika*“. Konceptuálně se Masaryk tento pojem pokusil rozpracovat ve své *České otázce* z roku 1895, práci, kterou Bedřich Loewenstein nazval „*manifestem nepolitické politiky*“.<sup>4</sup> Masaryk svůj program **nepolitické politiky** spojil s pojmy „*drobná práce*“, v níž se měla spojit „*pozitivita*“ s „*humanitou*“, a s „*problémem malého národa*“, který byl pro emancipující se jazykově českou společnost v rámci rakousko-uherského soustátí klíčový po celé 19. století a aktualizoval se i v průběhu následujícího století. (Připomínám zvláště polemiku mezi Milanem Kunderou a Václavem Havlem na přelomu let 1968 a 1969.<sup>5</sup>)

Masaryk již v roce 1895 zdůrazňuje: „*Česká politika musí přestat být ‚politikou‘, [...] musí býti založena na hlubší všestrannější práci kulturní, musí být praktickým užitím politického a obecného vzdělání vůbec. A toto vzdělání nebylo a ještě není. Čeští*

<sup>1</sup> HAVELKA, Miloš: „Nepolitická politika“ kontexty a tradice. *Sociologický časopis* 34, 1998, s. 455–466, zvl. s. 460.

<sup>2</sup> Srov. SOUBIGOU, Alain: *Tomáš Garrigue Masaryk*. Přel. Helena Beguivinová. Praha – Litomyšl, Paseka 2004, s. 97.

<sup>3</sup> HAVELKA, Miloš: „Nepolitická politika“ kontexty a tradice. *Sociologický časopis* 34, 1998, s. 455–466, zvl. 460.

<sup>4</sup> LOEWENSTEIN, Bedřich: „Manifest nepolitické politiky. *Česká otázka* po 45 letech“. *Sociologický časopis* 31, 1995, s. 463–471.

<sup>5</sup> KUNDERA, Milan: Český úděl. *Listy* 1, 1968, č. 7–8., s. 1 a 5; HAVEL, Václav: Český úděl? *Tvář* 4, 1969, č. 2, únor, s. 30–33.

*politikové musí [...] to dovésti, aby pro věc národa užili všech vymožeností ustavičně pokračující vědy moderní.*<sup>6</sup>

Požadavky, jež kladl Masaryk na politiku, se však spolu s okruhem intelektuálů převážně působících na české části pražské Karlo-Ferdinandovy univerzity, jež se ustavila roku 1882, se snažil naplnit už v průběhu 80. let – nezávisle na jakékoliv politické platformě. Ač Masaryk pracoval s pojmem „nepolitická politika“, pro zastřešení svých snah si jej však generačně i ideově spjatý okruh intelektuálů nezvolil. Tuto „profesorskou skupinu“,<sup>7</sup> jak jej po letech nazval T. G. Masaryk v rozhovoru s Karlem Čapkem, spojovala metodologická inspirace v soudobém **pozitivismu**. Svou veřejnou činnost zastřešili multisémantickým a ve své době stejně frekventovaným pojmem **realismus**.<sup>8</sup>

**Realismus** si jako zastřešující heslo pro své veřejné i politické snahy nezvolili náhodně. Vybírali jej z pozice kritiků dosud převládajícího romantického idealismu a obrozeného nacionalismu. Zároveň se nezříkali tradice české veřejné a politické práce, navazovali tak zvláště na program formulovaný Palackým. Nejenže je realismus opozitum idealismu, zároveň sloveso realizovati znamená v českém překladu učiniti skutkem, uskutečniti, provésti. Tento pojem visel ve vzduchu a učinit jej politickým heslem, nazvat tak určitou politickou strategií či ideologii bylo nasnadě.

Už *Ottův slovník naučný* **realismus** nedefinoval pouze jako pojem filozofický, ale současně o něm obsáhle pojednal jako o směru „ve všem veřejném snažení českém“ (jeho výměr na poli uměleckém pomíjí zcela). Dále jej charakterizuje: „Od prvních svých kroků realismus vyznačuje se jednak svou bezohlednou kritikou, jednak značnou a v Čechách neobvyklou vahou, kterou kladl na rozvoj vědecký a umělecký našeho národa proti snahám výlučně politickým.“<sup>9</sup> Slovníkové heslo tento fenomén sleduje od počátku osmdesátých let, kdy ještě nebyl zřetelně a jednoznačně formulován jeho program. Spojuje jej se založením revue *Athenaeum*, určenému vědecké kritice, jehož hlavním redaktorem byl Tomáš Garrigue Masaryk, a týdeníku *Čas*, redigovaném Janem Herbenem a věnovaném veřejným otázkám.

Také Jan Máchal v knize *Boje o nové směry v české literatuře* kapitolu *Realism* otevírá založením *Athenaea* a věnuje ji převážně veřejnému působení této intelektuální iniciativy. Zdůrazňuje, že „realistické hnutí způsobilo přirozeně i změnu v názorech na poezii a umění“<sup>10</sup>, politický, resp. **nepolitický politický realismus** tedy vnímá jako myšlenkový proud, díky němuž se mohl tento směr prosadit i v umění a umělecké kritice. Zrod **politického realismu** pak spojil historik Zdeněk V. Tobolka ve stati *Počátky politického realismu českého* s proměnou časopisu *Čas* na týdeník na přelomu let 1888 a 1889.<sup>11</sup>

Prvním projevem celospolečenských snah „realistů“, byla iniciace založení nakladatelských a osvětových projektů i vědeckých institucí, na jejichž počátku stála

<sup>6</sup> MASARYK, Tomáš Garrigue: *Česká otázka*. Praha, Čas 1895, s. 168 a 181.

<sup>7</sup> „Byla to zprvu taková profesorská skupina“ charakterizoval personální zázemí této iniciativy T. G. Masaryk v Hovorech s TGM. Karel Čapek: *Hovory s T. G. Masarykem*. Spisy Karla Čapka 20. Praha, Československý spisovatel 1990, s. 117.

<sup>8</sup> Šířejí PÍORECKA, Kateřina: Politický realismus a formování moderních humanitních věd. In: Taranenková, Ivana (ed.): *Reálna podoba realizmu*. Bratislava, Ústav slovenskej literatúry SAV (v tisku).

<sup>9</sup> *Ottův slovník naučný* 21, R (Ř) – rozkoš. Praha, J. Otto 1904, s. 342–343.

<sup>10</sup> MACHAL, Jan: *Boje o nové směry v české literatuře (1880–1900)*. Praha 1926, s. 28.

<sup>11</sup> TOBOLKA, Zdeněk V.: *Počátky politického realismu českého*. In: *Česká revue*, 1910–1911. Praha 1911.

polemika, jíž vyvolal článek Tomáše Garrigua Masaryka, otištěný v červnovém čísle druhého ročníku *Athenaea*<sup>12</sup> v roce 1885. Programovou stat' *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?*<sup>13</sup> považuje Milan Machovec za vůbec nejdůležitější a nejtypičtější projev Masarykova prvního období jeho veřejné činnosti.<sup>14</sup> Masaryk zde konstatoval, že „naše nauková literatura nikomu z nás nevystačí ku vzdělání všeobecnému, dokonce pak nemůže Čech vzdělati se literaturou svou odborně“,<sup>15</sup> kritizoval nedostatek odborné literatury původní i překladové, úroveň soudobé publicistiky, která by měla čtenáře nejen informovat, ale i vzdělávat, neexistenci populárně-naučného listu, který by soudobou vědu přiblížil co nejširšímu okruhu laické veřejnosti, dále se pozastavil nad řídkou sítí veřejných knihoven. Ve svém článku však formuloval i pozitivní kroky, které by měly stávající situaci napravit – jedním z hlavních bodů jeho programu bylo vypracování nového naučného slovníku (projekt Ottova slovníku naučného se právě rozjížděl), založení nových knihnic a vzdělávacích rubrik v periodikách. Nakonec Masaryk formuloval požadavek založení české akademie věd, tedy instituce, která by pečovala o potřebnou vědeckou literaturu i její překlady, podporovala výzkum a vydávala vědecký časopis ve světovém jazyce, který by zajistil úzké propojení se světovou vědou.

Masarykův článek byl natolik provokativní, že záhy vyvolal reakce jak na stránkách *Athenaea*, tak v dalších listech. Polemika,<sup>16</sup> jejíž ediční zpřístupnění jsem právě dokončila a na počátku příštího roku vyjde knižně pod titulem *O českou literaturu naukovou*,<sup>17</sup> řešila otázky, jak pozvednout současné humanitní bádání na evropskou úroveň, jak vytvořit ekonomické a publikační zázemí české vědy a posílit její prestiž v soudobé společnosti. Diskuse *Jak zvelebovati českou literaturu naukovou?* byla iniciační nejen v oblasti organizace české vědy. Otevřela prostor pro diskusi, a tím připravila půdu pro další polemiky, jež zasáhly nejen vědecký život v českých zemích, ale i celou společnost.

Ve třetím ročníku *Athenaea*, tedy paralelně s výše zmíněnou polemikou, vyšel Gebauerův článek *Potřeba dalších zkoušek rukopisu Královédvorského a*

<sup>12</sup> K působení T. G. Masaryka v *Athenaeu* srov. zvl. OPAT, Jaroslav: *Filozof a politik. Tomáš Garrigue Masaryk 1882–1893*, Köln am Rhein, Index 1987, kapitola Vědu životu, s. 124–147; POLAK, Stanislav: *T. G. Masaryk. Za ideálem a pravdou 2. 1882–1893*, Praha, Masarykův ústav AV ČR 2001; SOUBIGOU, A.: *Tomáš Garrigue Masaryk*, kapitola Akademický obrazoborec, s. 55–74.

<sup>13</sup> MASARYK, Tomáš Garrigue: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* *Athenaeum* 2, 1884/85 [1885], č. 9, s. 270–275; přetištěno: *Z počátků Athenaea. Texty z let 1883–1885* (ed. Jiří Franěk), Praha, Ústav T. G. Masaryka – Masarykův ústav 2004, s. 194–202; též in: MASARYK, Tomáš Garrigue – REZEK, Antonín – SEYDLER, August: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* Praha, Čin 1948, s. 7–19.

<sup>14</sup> MACHOVEC, Milan: *Tomáš G. Masaryk*, Praha, Svobodné slovo 1968, s. 90–92.

<sup>15</sup> Tamtéž, s. 270.

<sup>16</sup> MASARYK, T. G.: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* *Athenaeum* 2, 1884/85 [1885], č. 9, s. 270–275; REZEK, Antonín: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* *Athenaeum* 3, 1885/86 [1885], č. 1, s. 40–46; SEYDLER, August: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* Článek třetí, *Athenaeum* 3, 1885/86 [1886], č. 2, s. 70–76; MASARYK, T. G.: *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* Článek čtvrtý, *Athenaeum* 3, 1885/86 [1886], č. 2, s. 76–79; *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* *Athenaeum* 5, 1887/88 [1887], s. 14–15; *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* *Athenaeum* 5, 1887/88 [1888], s. 248–250.

<sup>17</sup> PIORECKA, Kateřina (ed.): *O českou literaturu naukovou*. Praha, Academia (v tisku). Zde i studie zabývající se tímto tématem podrobněji.

*Zelenohorského*,<sup>18</sup> který odstartoval zkoumání pravosti těchto památek, jež v průběhu 19. století napomohly upevnit národnostní uvědomění české společnosti.<sup>19</sup> Problém odborný, ale dotýkající se především otázky kvality české vědy a její nezávislosti – zcela v intencích polemiky *O českou literaturu naukovou?* Bouřlivé diskuse provázející otázku „pravosti“, resp. datace vzniku Rukopisů jen potvrdily emancipaci vědy, otevírající se soudobým evropským metodologickým trendům, zároveň otrásly sebevědomím českého národa. K polemice byly strženy prakticky veškeré vědecké časopisy, ale i kulturní periodika a deníky. Žádný účastník veřejného života nemohl být v tomto ohledu bez názoru. Původně odborná otázka, jež neměla překročit akademickou půdu, se stala politickým tématem č. 1. Spory táhnoucí se více než dvě stě let jsou dodnes palčivé a samy zahalené řadou mýtů a předsudků.<sup>20</sup>

Paralelně tyto diskuse inspirovaly Jaroslava Golla k formulaci desiderii a desiderat v historických vědách ve stejnojmenném článku z roku 1886.<sup>21</sup> Avšak i Masarykovo pragmatické chápání dějin bylo v rozporu s výsledky diskusí – rezervovaný přístup k další utilitarizaci dějin již na sklonku osmdesátých let Goll vyjádřil (i když nikoliv explicitě) opět na stránkách *Athenaeae* v programové stati o historické vědecké práci a zvláště o historické pramenné kritice *Dějiny a dějepis*.<sup>22</sup> Apolitičnost Gollova chápání historiografie se s Masarykovým pragmatickým pojetím dějin už tehdy neshodovala. Gollův postoj vyjadřoval snahu o soudržnost historické obce, o její integraci – přes rozdílné názory, jež se tříbily v politizovaném sporu o *Rukopisy*. Zároveň se však rodila polemika nová – později shrnovaná pod pojem „*spor o smysl českých dějin*“.<sup>23</sup>

Obdobně jako Jaroslav Goll v oboru historie navázal na Masarykovu výzvu *Jak zvelebovati naši literaturu naukovou?* Jan Jakubec *Organizujeme práci na prospěch novočeské literatury*.<sup>24</sup> Spolu s Jaroslavem Vlčkem usiloval o institucionalizaci a metodologickou emancipaci literárněvědného bádání, což se podařilo realizovat až na samém počátku 20. století. V této době se už podařilo prosadit řadu požadavků, formulovaných v polovině osmdesátých let v rámci výše zmíněné polemiky. *Ottův*

<sup>18</sup> GEBAUER, Jan: Potřeba dalších zkoušek rukopisu Královédvorského a Zelenohorského. *Athenaeum* 3, 1885/86 [1886], č. 5, s. 152–164; též samostatně (Praha 1886).

<sup>19</sup> Srov. sborník OTRUBA, Mojmír (ed.): Rukopisy královédvorský a zelenohorský: Dnešní stav poznání, Sborník Národního muzea v Praze, řada C – literární historie, sv. 13 a 14, Praha, Academia 1969. – Rozsáhlou bibliografií shrnuje též slovníkové heslo Mojmíra Otruby Rukopisy královédvorský a zelenohorský, in *Lexikon české literatury 3/III P–Ř*, Academia, Praha 2000, s. 1329–1337, podepsáno mo. – K polemikám o RKZ nejnověji DOBIÁŠ, Dalibor: Komentář, in Dalibor Dobiáš (ed.): *Rukopis královédvorský. Rukopis zelenohorský*, Praha, NLN 2010, s. 187–307.

<sup>20</sup> Odborné diskuse jsme se s kolegy z oddělení 19. století Ústavu pro českou literaturu, vedeným Daliborem Dobiášem, rozhodli vydat v dvoudílné antologii *RKZ a česká věda (1817–1918)*, jejíž první díl vyjde roku 2013 v nakladatelství Academia.

<sup>21</sup> GOLL, Jaroslav: Dezideria a deziderata, *Athenaeum* 3, 1885/86 [1886], č. 6, s. 181–188.

<sup>22</sup> GOLL, Jaroslav: Dějiny a dějepis, *Athenaeum* 6, 1888/89, č. 3 a 4, 15. 12. 1888 a 15. 1. 1889, s. 73–77 a 93–103; přetištěno: *Vybrané spisy drobné I*, Praha, Historický klub, 1928, s. 1–27.

<sup>23</sup> Kořeny tzv. sporu o smysl českých dějin analyzoval ČORNEJ, Petr: Příčiny sporu o smysl české minulosti. *Tvar* 3, 1992, č. 8–10, 20. 2., 27. 2., 5. 3., s. 1, 6–7; 6–7 a 6–7; k jejich ozřejmění přispěl výbor z polemik Miloše HAVELKY: *Spor o smysl českých dějin*, Praha, Torst 1995; a studie téhož autora *Dějiny a smysl. Obsahy, akcenty a posuny „české otázky“ 1895–1989*, Praha, NLN 2001. O situaci na poli historiografie na sklonku 19. století též ŠTAIF, Jiří: *Historici, dějiny a společnost 2*, Praha, Univerzita Karlova, Filozofická fakulta 1997.

<sup>24</sup> JAKUBEC, Jan: Organizujeme práci na prospěch novočeské literatury, *Naše doba* 6, 1898/99 [1899], č. 4 a 5, s. 241–248 a 329–338



*slovník naučný* vyšel ve 28 svazcích v letech 1888–1909.<sup>25</sup> Roku 1890 byla založena Česká akademie věd a umění, od roku 1906 vycházel cizojazyčný vědecký časopis – německy psaná *Čechische Revue*, vznikla řada osvětových a naučných edic, přinášejících jak základní práce překladové, tak původní české.

Na počátku těchto projektů, jež měly nesmazatelný vliv na formování středoevropského prostoru na přelomu 19. a 20. století, stála polemika na stránkách vědeckého časopisu. Takový dosah obvykle odborné debaty nemívají. Iničiaci diskuse o stavu české vědy jako palčivém problému české společnosti je proto třeba vidět jako součást strategií politických a mocenských. Měly-li mít diskuse celospolečenský dosah, nemohl se Masaryk opírat pouze o platformu *Athenaea* a jeho univerzitní přispěvatele.<sup>26</sup> Reformní program se rozšířil z vědy na celý veřejný život na stránkách časopisu *Čas*. Jasně politicky provokativním gestem v rámci polemik na stránkách „realistických tribun“ *Athenaea* a *Času* byl článek Huberta Gordona Schauera *Naše dvě otázky*, který otiskl v prvním čísle *Času* v roce 1886, ovšem bez Masarykova vědomí.<sup>27</sup> Bez obalu v něm Schauer nastínil otázku kulturního přežití malého národa. Ač tento článek vyvolal velmi silnou odezvu, bylo třeba tak subtilní intelektuální otázky, jakými byly právě otázky po možnostech existence malého národa, po hodnotě jeho jazykem limitované kultury či nezávislosti vědy, medializovat a najít podporu mezi politicky aktivními publicisty tak, aby se stalo atraktivním pro deníky napříč politickým spektrem – což se podařilo a původně intelektuální hnutí se prosadilo na politické scéně.

Své politické ambice realisté rozvinuli až na počátku let devadesátých, kdy po neúspěšném jednání se Staročechy jeho představitelé v čele s Tomášem Garriguem Masarykem, Josefem Kaizlem a Karlem Kramářem připravili společný program s Národní stranou svobodomyšlnou, tedy mladočechy.<sup>28</sup> Byť všichni tři jmenovaní byli zvoleni do parlamentu, už v roce 1893 vznikla roztržka, která vedla T. G. Masaryka k položení mandátu. Masaryk se pak na několik let politického života vzdal, stává se tedy opět „*disidentem*“, který se věnuje především psaní: V druhé polovině devadesátých let uveřejnil své zásadní práce *Česká otázka. Snahy a tužby národního obrození* (1895), *Naše nynější krize. Pád strany staročeské a počátkové směrů nových* (1895), *Jan Hus. Naše obrození a naše reformace* (1896), *Karel Havlíček. Snahy a tužby politického probuzení* (1896) a v roce 1898 *Palackého idea národa českého*. Svě veřejné působení realizoval opět v intencích **nepolitické politiky** – a **realismus** se opět stal „pouze“ kritickým programem, zasahujícím od umělecké sféry přes vědeckou až po společenskou. Na sklonku 19. století se věda a kultura se stala jasným politickým argumentem a **nepolitická politika** strategií charakteristickou pro českou reprezentaci.

<sup>25</sup> Srov. ŠPET, Jiří: K počátkům Ottova Slovníku naučného, *Strahovská knihovna* 4, 1969, s. 226–245; WINTERS, Stanley B.: Sto let českého encyklopedismu (1860–1959): Od F. L. Riegera a Jana Otty k T. G. Masarykovi a Bohumilu Němcovi, *ČMM* 121, 2002, č. 2, s. 339–400.

<sup>26</sup> ŠPET, Jiří: K politickému pozadí počátků boje o Rukopisy v r. 1886. *Sborník Národního muzea v Praze, řada C – Literární historie* 12, 1967, č. 2, s. 85–100, s. 92.

<sup>27</sup> Srov. např. RŮŽIČKA, Jindřich: *Hubert Gordon Schauer (1862–1892). Žurnalista, kritik a inspirátor*. Litomyšl 2002, s. 123–135.

<sup>28</sup> Srov. zvl. KUČERA, Martin: Realisté, in: *Politické strany. Vývoj politických stran a hnutí v českých zemích a Československu 1861–2004 I. 1861–1938*. Edd. Jiří Malíř – Pavel Marek. Brno, Doplněk 2005, s. 373–393.

## **Sociální a kulturní dějiny státního socialismu**

### **Matěj Spurný**

Mým úkolem je otevřít téma sociálně- a kulturněhistorických přístupů k nejnovějším českým dějinám, zejména k dějinám socialistické diktatury. Zároveň nemám dost času na nějaký komplexnější přehled, o nějž konec konců až tak moc nejde. Jde spíš o zamyšlení nad tím, proč čistě politické dějiny československého komunismu nedokážou najít odpovědi na důležité otázky a proč tyto odpovědi musíme hledat jinak.

### **Dosavadní bádání**

V souvislosti s jistou fascinací násilnou tváří diktatury KSČ velká část české historiografické produkce posledních dvou desetiletí do značné míry redukovala její popis na otázky útlaku a represe, na pátrání po pachatelích a příběhy obětí nebo celých perzekuovaných skupin obyvatelstva. Historici zkoumající toto období tak zčásti suplovali úlohu vyšetřovatelů nebo dokonce soudců. Interpretace socialistické diktatury jako prostého mocenského útlaku ospravedlňovaného ideologickými konstrukcemi, může odhalit některé dílčí mocenské mechanismy, zároveň ale zapomíná na miliony lidí, kteří nepatřili ani k přímým pachatelům násilí, ani k aktivním odpůrcům nebo obětem režimu. Jestliže toto opomenutí vnímám jako problém, nejde mi jen o jakousi morální povinnost historika této zdánlivě mlčící většině věnovat pozornost. Zásadní problém spočívá v tom, že na základě takto redukováné analýzy nemůžeme porozumět příčinám vzestupu a stabilizace politického systému nastoleného KSČ. Tak jako žádné moderní panství, nemohla ani socialistická diktatura dlouhodobě fungovat prostřednictvím represe namířené vůči většině obyvatelstva. Sympatie a antipatie, spokojenost či nespokojenost, touhy a potřeby těch, kteří nepatří k mocenským elitám ani k obětem, nejsou jen marginální zajímavostí; jsou naopak klíčem k pochopení existence a charakteru socialistické diktatury. Popis represivních praktik a jejich údajný import ze stalinského Sovětského svazu nemůže vysvětlit, proč byl právě v zemi se solidní předválečnou demokratickou tradicí přechod ke stalinizmu tak hladký, ani proč se právě v této zemi KSČ ještě v době omezené plurality politických stran těšila podpoře téměř poloviny obyvatelstva. Redukce socialistické diktatury na všeobjímající moc stranických elit, zvláště bezpečnostního aparátu a utrpení obětí pak zejména nepřispěje k porozumění skutečnosti, že se jedná o nejdéle trvající a nejstabilnější politický systém československého 20. století, jenž za čtyři desítky let své existence prošel jedinou skutečně vážnou krizí.

### **Sociální a kulturní dějiny komunismu či dějiny každodennosti státního socialismu**

Dějiny každodennosti jsou široký pojem (z odborného pohledu ho nemám zas tak rád), pod nímž se skrývá ledacos – sociálně- a kulturněhistorické přístupy, které takto paušálně nazýváme, ale spojuje jedna věc – alternativní pohled na otázku legitimacy politického uspořádání, tedy i legitimacy komunistických diktatur. Výzkum každodennosti, mikrohistorický výzkum, zabývání se nejrůznějšími skupinami obyvatelstva, svědčí o tom, že ani diktatura není udržována primárně násilím, proti vůli

většiny. Lidé si osvojují její pravidla, jsou sice do jisté míry kritičtí, ale umožňují existenci systému tím, že se jím přece jen cítí reprezentováni – že v jeho rámci spatřují prostor pro realizaci svých životních projektů. Pokud tomu tak není, sebepresivnější systém se postupně hroutí.

Konkrétní člověk nejen v moderní diktatuře, ale v moderní společnosti obecně, bývá zároveň vykonavatelem určitých povinností, jež mu ukládá stát nebo jiný hegemon, a zároveň se zpravidla snaží o získání alespoň minimální autonomie pro své vlastní konání a jednání. Klasickým příkladem je v tomto ohledu v moderních společnostech značně rozbuje lá byrokracie, která distribuuje zákazy a požitky z centra moci, je na této moci zcela závislá, ale povětšinou nepatří k vrstvě lidí, kteří rozhodují.<sup>29</sup> Čím dále od mocenského centra, tím jsou úředníci nebo třeba lokální a regionální straničtí funkcionáři ve větší míře vystavováni konfliktům mezi státními zájmy či ideologickými nároky a, na druhé straně, lokálními diskurzemi, mentalitami i praxí. Místní vzorce jednání a často nereflektované vnímání skutečnosti jsou sice někdy vytlačovány dominantní ideologií či autoritativními rozhodnutími diktátorské moci, zároveň ale mohou hrát i aktivní roli. Ve snaze získat si podporu širokých vrstev společnosti je moc nucena přinejmenším v některých aspektech takové postoje akceptovat a snažit se o jejich zabudování do dosud dominujícího sebepojetí.

### **Poslední léta – změna akcentu, která ovšem naráží na odpor, zejména odpor politický**

Ačkoliv sociální a kulturní dějiny nejsou žádnou novinkou, pronikají do výzkumu socialistické diktatury poměrně ztuhla. Stát a velká část elit dělají v posledních letech hodně proto, aby nedošlo k vychýlení kyvadla na stranu jiného pojetí dějin než dějin politického útlaku a odporu. To, proč je tak masivně podporován poněkud černobílý obraz nedávné minulosti, který ji redukuje na represi, kolaboraci a utrpení, je celkem pochopitelné. Zdůrazňovat to, co nás odlišuje od minulosti, pomáhá upevňovat dnešní křehkou a nejspíše dosti povrchní demokratickou identitu. Poukazovat na to, co máme s autoritářskou minulostí společné a z čeho vyrůstáme, znamená tuto identitu (do jisté míry subverzivně) zpochybňovat.

Častým argumentem proti důrazu na vnitřní dynamiku společnosti, osvojování soudobé ideologie nebo každodenní praxi je výtka „banalizace historie“, případně „relativizace odpovědnosti za minulé zlo“. Sám jsem byl v souvislosti se svým akcentem na vnitřní dynamiku společnosti za komunismu například přirovnán k popíračům Holocaustu. Závěrem bych se proto chtěl krátce dotknout skutečnosti, že tento jiný než politický přístup jednání lidí v dějinách nebanalizuje, ale naopak otevírá dosud vytěsněná témata a poukazuje na spoluzodpovědnost širokých vrstev společnosti za systém, který více či méně loajálně spoluvytváří.

---

<sup>29</sup> K moderní byrokracii jako charakteristické složce moderního panství viz WEBER, Max: *Wirtschaft und Gesellschaft*, in: Weber, Max – Hanke, Edith (hg.) – Baier, Horst (hg.); *Wirtschaft und Gesellschaft*, Teil IV (Herrschaft), Tübingen 2005. K odcizující roli byrokracie, která umožňuje efektivní vládu a přispívá k podílu většiny společnosti na této vládě viz BAUMAN, Zygmunt: *Modernity and the Holocaust*, Cambridge 1989 nebo také HERZFELD, Michael: *The social production of indifference, exploring the symbolic roots of western bureaucracy*, Chicago 1993.

Prameny mikrohistorické povahy přesvědčivě ukazují, že oficiální ideologie nebyla nejúčinnější v podobě autoritativních příkazů a vymáhání prostřednictvím fyzického násilí, ale naopak tam, kde se přetavila do srozumitelných problémů, jimiž lidé žijí. Tak jako to uměla například normalizační televize, jejíž produkty jsou dnes opovrhované, ale zároveň stále vysílané a hojně sledované. Prameny přesvědčivě ukazují, že většina lidí přijala svět socialismu za svůj, aniž by se s ním stoprocentně ztotožňovala. Represivní aparát hrál jistě nemalou roli, ale je dobré si uvědomit, že tento represivní aparát byl na konci osmdesátých let plně funkční, ale v momentě, kdy se široké vrstvy definitivně přestaly ztotožňovat se společenskou organizací, v níž žily, ztratily i vládnoucí motivaci a vůli tento aparát proti lidem použít.

Jak pravil Václav Havel ve svém prvním polistopadovém projevu, období komunistické diktatury tvoří nedílnou součást našich dějin. Z pohledu sociálního historika bych se k tomuto akcentu připojil. Nejde o nějaký import útlaku, který si společnost protrpěla, aby se ze slepého ramene zase vrátila do hlavního proudu řeky historie. Československý komunismus spoluutvářelo patnáct milionů lidí a pouze, pokud se zaměříme na jejich životní světy, jsme schopni pochopit, proč se jedná o nejstabilnější politické uspořádání v českém a slovenském 20. století. Lidé tehdy bojovali stejně jako dnes o svoji identitu, byli sužováni vnitřními zápasy, nebyli jednorozměrní. Jestliže se je budeme snažit napasovat do primitivních škatulek (fanatismus, zbabělost, strach, hrdinství), budeme tím jen vydávat svědectví o povýšeneckém vztahu k historii. Pokud zůjíme studium minulosti na banální příběh o cynické moci a utlačované společnosti, budeme bránit nejen jejímu porozumění. Budeme především prodlužovat stav, kdy lidé, kteří tuto minulost spoluutvářeli, v jejím dichotomickém obrazu sami sebe nenacházejí.

## *Publications du CEFRES*

Les publications du CEFRES sont toutes accessibles en ligne sur le serveur Hyper article en ligne en sciences de l'Homme et de la société, HAL-SHS (CCSD CNRS)

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/CEFRES/fr/>

### **Éditions du CEFRES**

---

— Paul BAUER, Christian JACQUES, Mathieu PLESIAT, Máté ZOMBORY : *Minorités nationales en Europe centrale : démocratie, savoirs scientifiques et enjeux de représentation*. Prague : CEFRES, 2011, 237 p.

— Paul GRADVOHL (dir.) : *L'Europe médiane au XX<sup>e</sup> siècle : Fractures, décompositions, recompositions, surcompositions*. Prague : CEFRES, 2011, 285 p.

— Marie-Claude MAUREL et Maria HALAMSKA : *Les acteurs locaux à l'épreuve du modèle européen LEADER. France, Hongrie, Pologne*. Prague/Varsovie : CEFRES/Institut pour le développement rural et l'agriculture de l'Académie des sciences de Pologne (IRWIR PAN), 2010, 205 p.

— Pascal MARTY, Sandrine DEVAUX (eds.) : *Social movements and public action. Lessons from environmental issues*, Prague, CEFRES, 2009, 194 p. Ouvrages issu d'une recherche menée dans le cadre du projet EU-Consent financé par le 6<sup>e</sup> PCRD

— Sandrine DEVAUX, Imogen SUDBERY (eds.) : *Europeanisation. Social actors and the transfer of models in EU-27*, Prague, CEFRES, 2009, 256 p. Ouvrage sont issu d'une recherche menée dans le cadre du projet EU-Consent financé par le 6<sup>e</sup> PCRD

### **Cahiers du CEFRES**

---

— „Individus sous contrôle” *Cahiers du CEFRES n° 32*, 2012, 304 p.

— „Contributions à une histoire culturelle germano-tchèque en Europe centrale. Un espace à reconstruire ?” *Cahiers du CEFRES n° 31*, 2011, 238 p.

### **Études du CEFRES**

---

— Éloïse ADDE (dir.) : *Aux sources de l'idée d'union européenne*. N° 14, 54 p.  
<http://www.cefres.cz/IMG/pdf/etude14.pdf>

— Gérard Lenclud : *Claude Lévi-Strauss aujourd'hui*, n° 12, 26 p. disponible en ligne :  
<http://www.cefres.cz/IMG/pdf/etude12.pdf>

— *Comment affronter à vingt-sept les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural ? = EU 27 : How to cope with the new challenges of agriculture and rural development?*, n° 13, 25 p. disponible en ligne en version française et anglaise :

<http://www.cefres.cz/IMG/pdf/etude13.pdf>



Centre français de recherche en sciences sociales

USR 3138 MAEE-CNRS

Štěpánská 35

111 21 Prague 1

République tchèque

[www.cefres.cz](http://www.cefres.cz)

[www.cefres.hypotheses.org](http://www.cefres.hypotheses.org)

<http://www.facebook.com/pages/CEFRES/206124182750790>

